

www.polemia.com

Les médias en servitude

The logo for POLEMIA features the word in a blue serif font. A horizontal blue bar is positioned behind the letters 'O', 'L', 'E', and 'M'. A yellow swoosh underline is located beneath the 'E'.

POLEMIA

LES MÉDIAS EN SERVITUDE

Avec
la collaboration
de Claude Lorne

Présentation de polemia.com

L'association pour une Fondation Polémia a été créée le 2 décembre 2002 afin de réintroduire la libre confrontation des idées dans le débat public.

Son portail Internet, www.polemia.com, est ouvert depuis le 1^{er} janvier 2003 : plus de 2 500 contributions y sont disponibles ; c'est un début d'encyclopédie politique et géopolitique indépendante à laquelle il est facile d'accéder grâce à son moteur de recherche.

Une Lettre électronique mensuelle informe (par abonnement gratuit) sur les mises à jour du site et fournit des clés d'analyse des événements en dehors de la grille d'interprétation du politiquement correct et du conformisme ambiant. Polémia se place résolument dans une démarche de réinformation.

La méthode de Polémia repose sur :

- L'audition d'experts libres d'esprit ;
- La veille intellectuelle et sociétale conduite à partir de la lecture de la presse étrangère (souvent plus libre que les médias français) ainsi que du suivi de nombreux sites Internet politiques, économiques ou universitaires d'inspiration très variée (conservateurs ou libéraux, catholiques ou néo-droitistes, musulmans ou d'extrême gauche, patronaux ou syndicaux) ;
- Le décryptage non conformiste des événements et des analyses ;
- La fonction de passeur d'idées ;
- Un fonctionnement coopératif entre universitaires, hommes d'entreprise, ingénieurs et hauts fonctionnaires qui nourrissent le site.

Dans le monde chaotique de ce début du XXI^e siècle, Polémia participe à la bataille des interprétations dominantes qui déterminent les politiques suivies par les Etats et les entreprises.

Pour permettre un accès imprimé à ses travaux, Polémia les regroupe régulièrement par thème. Sept dossiers ont déjà été publiés sur *La Tyrannie médiatique*, *L'Europe puissance*, *La Nouvelle Extrême Gauche*, *Les Emeutes du ramadan 2005*, *Immigration l'illusion de l'intégration*, *le Dictionnaire de novlangue* et *le Dictionnaire de la réinformation/Cinq cents mots pour la dissidence*. Ils réunissent l'ensemble des textes mis en ligne par Polémia sur ces différents points.

LES MÉDIAS EN SERVITUDE

Avec la collaboration de Claude Lorne

Avant-propos

En principe la France est une démocratie.

Le suffrage y est libre. Le suffrage, sans doute, mais en est-il de même de l'information des électeurs ?

Assurément non ! Les médias asservissent et ils sont eux-mêmes asservis aux grandes puissances financières.

Derrière une façade de diversité, les grands médias scénarisent l'actualité selon la même grille de lecture, celle de l'idéologie unique qu'ils partagent : laisser-fairisme et libre-échangeisme économique, cosmopolitisme et sans-frontiérisme, rupture de la tradition et révolution des mœurs. C'est la sainte alliance du trotskisme de salles de rédaction et du capitalisme financier. **L'union des milliardaires et de la médiaklatura.**

Le propos peut paraître polémique. Mais les faits accumulés dans cette étude montrent, hélas, comment un tout petit nombre d'hommes a accaparé le contrôle des grands médias français.

Voici quels sont les acteurs majeurs de cette prise de pouvoir sur les esprits :

– **les banques** : cinq d'entre elles siègent au conseil d'administration de Bouygues, propriétaire de TF1 ; Rothschild contrôle *Libération* ; Lazard siège au *Monde* ; et le Crédit Agricole et le Crédit Mutuel se partagent la Presse quotidienne régionale (la PQR) à l'est d'une ligne Amiens/Marseille ;

- **l'industrie du luxe et les grandes fortunes** : Bernard Arnault, Serge Dassault, François Pinault, Martin Bouygues, Vincent Bolloré, Arnaud Lagardère, Claude Bébéar* sont omniprésents ;
- **les grandes agences de communication et de publicité** : Euro RSCG de Stéphane Fouks et Publicis de Maurice Lévy sont au cœur des stratégies d'influence adossées à de puissants budgets ;
- **les paladins de « l'antiracisme »** : Louis Schweitzer (la Halde), Pierre Bergé (SOS-Racisme), Bernard-Henri Lévy donnent le ton ;
- **les grands éditocrates** : Erik Israelewicz, Laurent Joffrin, Nicolas Demorand, Denis Olivennes ont un rôle clé, celui d'assurer la cohérence entre les bailleurs de fonds et les soutiens de l'information.

En tout une centaine d'hommes dirige la machinerie qui règne sur les esprits. Il n'y a pas de chef d'orchestre clandestin. Mais tous ou presque participent au lieu de pouvoir le plus sélect de la classe dirigeante française : le Club Le Siècle. Cette classe dirigeante française n'a plus aujourd'hui ni vision nationale ni conscience européenne et n'est plus que la section française de la Superclasse mondiale (SCM). **Polémia a accompagné d'un astérisque chaque nom des acteurs cités qui sont membres du club d'influence Le Siècle.**

Notre société est de plus en plus exigeante en matière de transparence. Cette transparence doit aussi s'appliquer aux médias : leurs auditeurs et leurs lecteurs, qui sont aussi des électeurs, doivent savoir d'où ils parlent pour connaître les arrière-plans financiers, commerciaux, idéologiques ou communautaires qui structurent leur prise de position et qui expliquent la disparition de tout véritable esprit critique.

Voici un ouvrage à lire.

Écartant toute polémique inutile, Polémia se borne à rassembler des faits. Des faits qui éclairent d'une lumière vive la médiaklatura.

©Polémia
 Décembre 2011

Sommaire

1	Les médias tyranniques... mais eux-mêmes asservis	11
2	M comme Milliardaires... et comme Médiaklatura	13
3	Lagardère ou les missiles de l'information-désinformation	17
4	OPA bancaire sur la presse régionale	21
5	<i>Libération</i>, de l'anarchisme à... la banque	23
6	Avec le « trio BNP », la fin du <i>Monde</i> ?	29
7	Un très mauvais Bergé	33
8	Xavier Niel, ou quand le porno mène à tout	37
9	Pour Matthieu Pigasse, <i>Le Monde</i>, tremplin vers l'Élysée ?	41
10	Louis Schweitzer, paladin de l'antiracisme et roi des cumuls	47
11	La face cachée de BHL	49
12	« Pure Players » ou purs désinformateurs ?	53
13	Gros argent et corruption de mineurs : la preuve par Gulli et Skyrock	57
14	TF1 ou comment rendre les cerveaux disponibles	61
15	La publicité au service de la « diversité »	65
16	Publicité et politique : la chute de DSK, une catastrophe industrielle	69
17	L'opinion manipulée par les sondages	73
18	Les hommes du Siècle au cœur du pouvoir	79
19	Qui dirige l'information ? L'oligarchie mondiale et ses mercenaires hexagonaux	81

1 ■ Les médias tyranniques... mais eux-mêmes asservis

En septembre 2008, la Fondation Polémia publiait son premier essai. Intitulé *La Tyrannie médiatique* ⁽¹⁾, il décrivait en douze chapitres « l'imposition d'une grille de lecture obligée », commune à tous les organes de communication, aux antennes de l'audiovisuel et elle-même fondée sur « la dictature de l'instant, de l'émotion, de l'image, du spectaculaire et de l'approximation systématique ».

La dictature de l'émotion... et le totalitarisme de l'argent

Mais qui impose cette « grille de lecture obligée » et les moyens de la faire passer pour parole d'Évangile ?

Non pas les journalistes, même si, pour la plupart issus d'écoles pratiquant davantage le formatage des cerveaux que l'éveil à l'esprit critique, ils adhèrent dans leur presque totalité à la doxa du moment.

Non pas même les « patrons de presse » (écrite ou parlée), espèce en voie de disparition, même si certains se parent – aussi pompeusement que frauduleusement – de ce titre. Car finis les gros tirages, garants de l'indépendance de la presse ! La situation s'est radicalement transformée en raison, d'une part, de la fuite du lectorat préférant l'information audiovisuelle gratuite, les journaux également gratuits ou Internet, lui aussi gratuit, et, d'autre part, de la baisse concomitante des ressources publicitaires, surtout depuis la crise de 2008. Désormais, ce sont les nouveaux oligarques – pas seulement russes, même si l'un d'entre eux, le jeune Alexander Pougatchev, tente de sauver un *France-Soir* agonisant, tombé de un million d'exemplaires à 23 000 seulement aujourd'hui – et les banques qui mènent la danse.

Une presse à gauche toute

Ce qui ne semble nullement gêner les journalistes, qui pourtant « *sont, à une écrasante majorité, de gauche* », comme il ressortait d'un sondage publié par *Marianne* dans son n° 209 du 23 avril 2001, donc à un an de l'élection présidentielle.

Or, pour qui les 69 % d'entre les journalistes ayant déjà arrêté leur choix s'apprêtaient-ils à voter ? D'abord pour Lionel Jospin*, 32 %, puis venaient Noël Mamère, 13 %, Jean-Pierre Chevènement*, 8 %, Arlette Laguiller et Robert Hue, 5 % chacun. Jacques Chirac n'était choisi que par 4 % de la profession, Alain Madelin et François Bayrou* recueillaient 1 % de ces suffrages et Jean-Marie Le Pen, zéro. Or, le 21 avril 2002, devançant Jospin, le président du Front national restait seul en lice face à Chirac ! Commentaire de l'hebdomadaire de Jean-François Kahn : « *L'écart avec la population est ici maximal : au total 6 % de journalistes pensent voter à droite, contre au moins 50 % dans le peuple français !* »

Pis encore : prétendant incarner « l'opinion » alors qu'ils sont en décalage complet avec elle sur la plupart des sujets et notamment sur l'immigration (87 % des journalistes sondés pour *Marianne* s'affirmaient favorables à la régularisation de TOUS les clandestins), les journalistes sont en revanche en parfaite osmose avec les grands intérêts économiques et financiers qui rêvent de régner sur une planète réduite à un « village global » peuplé d'une population métissée, déculturée, déracinée, désidentifiée. Et pour cela, cette nouvelle population adhérera, de l'Alaska à la Terre de Feu, à la « pensée unique », mais surtout sera toujours plus consommatrice de « produits de masse », ce qui réduit les coûts de production.

(1) 76 pages, à commander pour 15 euros franco de port à Polémia, 60 ter rue Jean-Jacques Rousseau, 92500 Rueil-Malmaison. Egalement disponible en format pdf à partir de <http://www.polemia.com/article.php?id=1729>.

2 ■ M comme Milliardaires... et comme Médiaklatura

Plusieurs des Français(es) les plus riches de France jouent, directement ou non, un rôle essentiel dans la vie des médias et par conséquent dans les orientations de notre pays. Il nous a donc paru judicieux de les présenter rapidement (Sources : magazines *Forbes*, *Nouvel Observateur* et *Challenges* 2010) avant d'entrer dans le vif du sujet. Quand ils ne sont pas patrons de presse, les hommes et les femmes les plus riches de France sont de très gros annonceurs du fait même de leurs activités – immobilier, automobile, hypermarchés, produits de luxe, alimentaires, cosmétiques ou parapharmaceutiques. Via les agences de publicité, ils tiennent donc entre leurs mains le sort des organes d'information, mais aussi des municipalités, et exercent par conséquent une influence prépondérante sur la vie sociale et politique de notre pays.

1^{er} Bernard Arnault*, première fortune de France et quatrième mondiale : **22,7 milliards d'euros** :

– Groupe LVMH, le leader mondial du luxe (marques Moët & Chandon, Louis Vuitton, Dior, Givenchy, Céline, etc., qu'il a achetées grâce à des fusions-acquisitions orchestrées par Antoine Bernheim*, de la banque Lazard, (*voir chapitre 9*);

– il dispose d'un pôle médias, DI Group. Ex-proprétaire du quotidien *La Tribune*, il a acquis le titre en 1993 de Desfossés International pour le céder en 2007 au centralien Alain Weill*, PDG de NextRadioTV (RMC, BFM). Le groupe a racheté *Les Echos* au groupe Pearson. LVMH possède aussi l'hebdomadaire *Investir*, *Radio Classique*, *Le Monde de la musique* ou encore la revue *Connaissance des Arts*;

– en avril 2011, on parlait beaucoup de la nomination à la tête de l'Audiovisuel extérieur de France (AEF) de Christophe Girard*, adjoint à la culture de Bertrand Delanoë* à la mairie de Paris, où il a imposé un Festival du cinéma gay et lesbien ; il milite pour l'homoparentalité. Mais Christophe Girard est aussi très proche de Bernard Arnault, qui lui avait confié en 1999 la direction de la « stratégie mode » de

LVMH, poste qu'il a conservé après être entré en politique (d'abord chez les Verts puis au PS);

2° Gérard Mulliez* : 19 Md€, Groupe Auchan ;

3° Liliane Bettencourt* : 14,449 Md€, Groupe L'Oréal ;

4° Bertrand Puech* : 8,585 Md€, Hermès ;

5° Famille Louis-Dreyfus : 8,5 Md€ :

- armement maritime ;
- services et immobilier ;
- 9 Cegetel, fondé par Philippe, l'actuel PDG du groupe ;
- à noter qu'un des membres de la famille participa dès 1904 au premier tour de table du... quotidien *L'Humanité*!

6° Serge Dassault* : 6,8 Md€ :

Le groupe spécialisé dans l'aéronautique et la défense a racheté en 2004 la Socpresse (70 titres dont *L'Express* et *L'Expansion*) de Robert Hersant. Serge Dassault en a revendu la quasi-totalité pour ne garder que *Le Figaro*, ainsi que ses suppléments, et *Le Journal des finances*. De même a-t-il revendu le groupe Valmonde (*Spectacle du monde* et *Valeurs actuelles*), créé par Raymond Bourguin, à l'industriel Pierre Fabre, fondateur des laboratoires pharmaceutiques portant son nom et 78^e fortune française avec 500 M€. Olivier Dassault*, fils de Serge, est toutefois resté vice-président du groupe Valmonde et éditorialise fréquemment dans *Valeurs actuelles*;

7° François Pinault* : 6,216 Md€ :

Artemis, la holding du PDG de Pinault-Printemps-La Redoute (PPR), est devenue majoritaire en 1997 au capital de l'hebdomadaire *Le Point* et possède le quotidien financier *L'Agefi*. Le fonds d'investissement Artemis est également présent au capital de TF1 avec laquelle était envisagé en 2007 le lancement d'un « *magazine urbain et gratuit* » ;

8° Alain Wertheimer* : 4,5 Md€, Maison Chanel ;

9° Jacques Servier* : 3,800 Md€, industrie pharmaceutique (ayant produit entre autres le Médiator) ;

10° Jean-Claude Decaux* : 3,256 Md€, Groupe Decaux, communication et affichage ;

11° Vincent Bolloré* : 2,917 Md€. Le groupe Bolloré, présent dans des domaines aussi divers que la publicité, les papiers, les transports en Afrique ou les terminaux d'aéroports, a lancé le quotidien gratuit *Direct Soir* en juin 2006 et, en partenariat avec *Le Monde*, le gratuit du matin *Matin Plus*, en février 2007. Vincent Bolloré avait innové dans les médias en 2002 avec des prises de participation dans la SFP puis la création sur la TNT de la chaîne Direct 8 dont Yannick, son fils et dauphin putatif, est directeur général ;

12° Benjamin de Rothschild* : 2,8 Md€. Le groupe bancaire est, via Edouard de Rothschild*, actionnaire de référence (38 %) de *Libération* ;

13° Jacques Bouriez* : 2,7 Md€, grande distribution ;

14° Ginette Moulin* : 2,7 Md€, Galeries Lafayette ;

15° Emmanuel Besnier* : 2,5 Md€, agroalimentaire ;

16° Patrick Ricard* : 2,422 Md€, Groupe Pernod-Ricard, spiritueux ;

17° Martin Bouygues* : 2,385 Md€. Présent dans le BTP et les télécoms, le groupe Bouygues détient 42,9 % du capital du groupe TF1, qui détient lui-même 40 % de Télé Monte-Carlo (TMC) et 50 % de TF6. Martin Bouygues est entré au capital de TF1 en 1987, date de la privatisation de la première chaîne française. Celle-ci détient en totalité les chaînes thématiques LCI, Eurosport, TV Breizh, Odyssée, Histoire, Ushuaïa TV et TFou ;

18° Xavier Niel* : **2,338 Md€**, Groupe Iliad, communication. Free. Depuis 2011, Xavier Niel est actionnaire de référence du *Monde* auquel il a apporté 35 millions d'euros. Niel ne « pesait » que **678 M€** en 2004 ; Xavier Niel est passé de la 18° à la 12° place de 2010 à 2011.

19° Robert Peugeot* : **2,234 Md€**, industrie automobile ;

20° Christian Courtin-Clarins (CCC)* : **2,2 Md€**, produits cosmétiques. Sous l'égide de l'Unesco, CCC a organisé et financé les 2 et 3 avril 2011 un séminaire « Bâtir une nouvelle société ».

<http://www.challenges.fr/classements/fortune/>

3 ■ Lagardère ou les missiles de l'information-désinformation

Certains lecteurs particulièrement attentifs se seront peut-être étonnés de l'absence d'Arnaud Lagardère dans le « top 20 » de notre chapitre 2. En effet, l'héritier du fabricant et marchand d'armes Jean-Luc Lagardère* ne figure qu'en 113^e position dans la liste des plus grosses fortunes de France ⁽¹⁾ car son patrimoine personnel n'aurait pas excédé 343 millions d'euros en 2010 bien que son groupe, actionnaire d'EADS (Airbus) et très diversifié, ait réalisé un chiffre d'affaires de 7,9 milliards. Mais Arnaud Lagardère, qui ne possède officiellement que 9,6 % du capital, concentre néanmoins tous les pouvoirs grâce à un système de commandite et il est à la tête de très nombreux médias via la division Lagardère Active, issue de la fusion en septembre 2006 des branches presse écrite (Hachette Filipacchi Médias) et audiovisuelle (Lagardère Active).

Un empire de presse

Récemment encore, Lagardère Active était le premier éditeur mondial de magazines, tels *Paris-Match*, *Première* ou *Le Journal du Dimanche* ainsi, bien sûr, que *Elle*, numéro un mondial de la presse féminine devant l'américain *Vogue*, aussi bien par la diffusion que par le nombre de lectrices (les deux choses n'étant pas synonymes en raison de la circulation des exemplaires) et le volume des pages de publicité. Autant de titres glorifiant le multiculturalisme, l'accueil à l'Autre et les amours plurielles à grands renforts de reportages euphoriques.

Mais, en janvier 2011, Lagardère a vendu cent deux de ses magazines édités dans une quinzaine de pays au géant américain Hearst. « Pour 651 millions d'euros en cash et 100 millions en royalties et options sur l'immobilier », assurait *Lectures françaises* dans son n° 647.

A l'issue de cette vente, Lagardère Active n'est pas pour autant une coquille vide. Son portefeuille est encore bien garni puisqu'il détient :

- 17 % du groupe Le Monde SA, groupe issu de la fusion des bouquets satellitaires CanalSatellite et TPS ;
- 20 % de Canal+ France, contre 80 % à Vivendi (dont le PDG Jean-Bernard Lévy*, qui a racheté récemment à Vodafone ses 44 % de parts dans le capital de l'opérateur mobile SFR pour 7,9 milliards d'euros, vise également une participation dans la chaîne de télévision allemande Première).

Ce pôle dispose en outre d'une dizaine de chaînes thématiques, notamment dans la musique (MCM, Europe 2 TV...) ou les programmes destinés à la jeunesse (Canal J, Gulli, sur lequel nous reviendrons). Et, bien sûr, le groupe reste seul maître à bord de la radio Europe 1, dirigée début 2011 par l'énarque et normalien Denis Olivennes*, ancien directeur général délégué du *Nouvel Observateur*. Comble de faveur, Denis Olivennes a également pris en charge la direction opérationnelle d'un nouveau pôle d'information de Lagardère Active regroupant Europe 1, donc, mais aussi *Paris Match*, *Le Journal du Dimanche*, rescapés de la vente à Hearst, ainsi que *Newsweb*, filiale d'informations en ligne du groupe qui édite le JDD.fr.

Supercapitaliste et trotskiste: faits pour s'entendre

On peut se demander pourquoi un capitaine d'industrie comme Arnaud Lagardère, que Nicolas Sarkozy* présentait comme « *son frère* », a confié d'aussi lourdes responsabilités à un socialiste comme Denis Olivennes qui, selon le député européen Henri Weber*, lui-même issu du trotskisme, fut « *proche de la Ligue communiste révolutionnaire, dans ce qu'on appelle les Comités rouges* » avant d'intégrer la Cour des comptes puis, en 1992, le cabinet du ministre de l'Economie et des Finances, bientôt premier ministre, Pierre Bérégovoy*. D'autant que l'homme n'est pas connu pour faire des cadeaux à ses employeurs mécontents. Nommé en juin 2000 président de Canal+ France après en avoir été le directeur général, il exigea une indemnité de départ s'élevant à 3,2 millions d'euros !

Sans doute Lagardère escompte-t-il qu'en échange d'un gauchissement d'Europe 1 – qui n'est déjà pas précisément un média droitiste –, le nouveau promu lui gardera ouvertes toutes les portes, et pas seulement en matière de communication, en cas d'élection d'un socialiste, à la présidentielle de 2012. Et, du reste, Denis Olivennes n'est lui-même pas sectaire en ce qui concerne sa carrière. Parti de Canal+, il rejoignit sans barguigner le groupe du milliardaire François Pinault pourtant accusé un temps d'avoir eu des faiblesses pour un certain Jean-Marie Le Pen. N'estime-t-il pas, d'ailleurs, qu'en matière de médias, « *La gratuité c'est le vol* », titre de son livre paru en 2007 ? Le même allant jusqu'à déclarer le 4 septembre 2009, lors de l'université d'été du Medef, qu'« *une société qui crée des interdits [en matière idéologique, s'entend] est une société qui progresse* ». Etrange credo dans la bouche d'un personnage chargé de diriger l'une des principales radios d'information, et qui en dit long sur la liberté de la presse à l'aube du XXI^e siècle.

Mais cela ne saurait déranger Arnaud Lagardère qui, quant à lui, aime à rappeler rudement à ses salariés : « *C'est quoi l'indépendance en matière de presse ? Du pipeau ! Avant de savoir s'ils sont indépendants, les journalistes feraient mieux de savoir si leur journal est pérenne* », quel qu'en soit le propriétaire... ou le banquier tenant le propriétaire officiel.

(1) Les noms de personnalités notoirement richissimes comme Pierre Bergé ou Bernard-Henri Lévy* sont également absents de ce palmarès, soit parce qu'elles ont placé une bonne partie de leurs avoirs dans une fondation (cas de Bergé, qui figure en 291^e position des grandes fortunes avec seulement 100 M€), soit parce que ces avoirs sont disséminés à l'infini, comme dans le cas de BHL, ex-nouveau philosophe et surtout financier très avisé, que l'on retrouvera fréquemment dans les pages qui vont suivre.*

4 ■ OPA bancaire sur la presse régionale

En février 2011, les « prescripteurs d'opinion » avaient les yeux fixés sur les événements du Machrek puisque les « Révolutions du Jasmin et du Lotus » survenues en Tunisie puis en Egypte avaient fait école de l'autre côté de la frontière, embrasant la Libye et bousculant le régime du dinosaure Muammar Kadhafi.

Pour le Crédit Agricole, bienvenue chez les Ch'tis

Dans ce maelström de reportages dramatiques, une autre révolution passa au second plan chez nous : le « partenariat stratégique » noué le 3 février entre le groupe de presse régionale *La Voix du Nord* et le Crédit Agricole, lequel venait de racheter au groupe de presse belge Rossel (*Le Soir*), qui jusque-là détenait 95 % du capital du holding Voix du Nord Investissement, 25 % de ses parts, avec latitude d'acquérir 35 % du capital d'ici à cinq ans.

Une bonne affaire pour la « Banque Verte » (PDG : l'Alsacien Jean-Marie Sander) : avec 230 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2009, le quotidien nordiste est l'un des très rares en France à présenter une situation financière saine – sur le papier au moins, puisque, dans les faits, le maintien du volume d'abonnements s'explique par le fait que tout souscripteur se voyait rembourser... une bonne partie de l'achat d'une tablette numérique iPad ! De plus, la VdN regroupe sous son pavillon une kyrielle de quotidiens tels *Nord Eclair*, *Le Courrier picard*, *Nord Littoral*, le quotidien local gratuit *Direct Lille Plus* ainsi que des hebdomadaires locaux et surtout Wéo, une chaîne TV régionale profitant du passage au tout-numérique.

Pour Jacques Hardoin, directeur général du holding La Voix du Nord, « *l'arrivée du Crédit Agricole Nord de France permettra de réaliser des synergies et de nouveaux développements notamment dans le domaine du numérique où nous subissons la concurrence de Google ou Groupon. De même, nous n'excluons pas des opérations de croissance externe, qu'il s'agisse de la presse ou même de la radio* » (selon *Le Figaro* du 23 février 2011).

Pour la Lorraine, bonjour tristesse !

Espérons qu'à ce bel optimisme digne de Perrette spéculant sur les dividendes de son pot au lait ne succédera pas une amère déception, celle ressentie par les salariés du *Républicain lorrain*. Simultanément, on apprenait en effet que le Crédit Mutuel, qui avait racheté en 2007 le quotidien messin, s'apprêtait à s'en débarrasser, ainsi que le déclarait avec une rare brutalité le PDG Michel Lucas lors d'une conférence de presse le 25 février 2011 : « *La boîte étant redressée, j'estime que le Crédit Mutuel a fait son boulot. Aujourd'hui elle peut être vendue, en conséquence de quoi elle va être vendue.* »

D'où l'angoisse des personnels qui se demandent si, sur sa lancée, la banque n'a pas également l'intention de saborder ou, du moins, de démanteler le groupe Ebra, dont elle détient la quasi-totalité des parts et qui est le premier éditeur des quotidiens régionaux dominant l'Est avec des titres comme *Le Républicain lorrain*, donc, mais aussi *Le Progrès de Lyon*, *Le Dauphiné libéré*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, *Le Bien Public*, etc., soit au total plus de 1,2 million d'exemplaires chaque jour si l'on se souvient que le rachat par Ebra de *L'Est républicain* et des *Dernières Nouvelles d'Alsace* était sur le point d'être finalisé.

Contrôler la presse, un objectif pas purement commercial...

Comment expliquer ce que Jean-Clément Texier, banquier conseil indépendant et spécialiste de la presse, qualifie de « *stratégie radicalement différente de celle menée jusque-là par le Crédit Mutuel* » ? Evoquant les « *expériences* » tentées par le Crédit Agricole dans le Nord et le Crédit Mutuel dans l'Est, l'hebdomadaire *Le Point* s'interrogeait le 3 mars : « *Quel intérêt trouvent ces banques mutuelles à investir ainsi dans la presse quotidienne ? Les analystes se perdent en conjectures.* » Question à laquelle a répondu en partie le trimestriel *Médias* : fin février 2011, malgré l'opposition des rédactions, les journaux du groupe Ebra durent ainsi passer un « *texte vantant l'heureux apport du Crédit Mutuel dans la reconstruction de l'éprouvée Haïti* ».

Car l'objectif peut ne pas être exclusivement financier. Se payer un quotidien, ou plusieurs, ne serait-ce pas le moyen le plus expédient d'exercer un lobbying réussi, en matière industrielle mais aussi politique, voire sociétale ? Très loin du « bien public », bien sûr. Il faudrait du reste être d'une naïveté abyssale pour imaginer les états-majors des établissements bancaires comme des aréopages de moralistes doublés de philanthropes.

5 ■ **Libération, de l'anarchisme à... la banque**

« *La semaine où la presse tourne la page* », titrait le 6 février 2011 *Le Journal du Dimanche*. Dans les jours qui suivaient, trois organes devaient en effet changer de directeur : Nicolas Demorand* débarquait à *Libération*, Erik Izraelewicz* au *Monde* et Laurent Joffrin* au *Nouvel Observateur*, où le dernier nommé, tout frais émoulu de la direction de *Libération*, faisait d'ailleurs un nouveau retour : de 1988 à 1996 puis de 1999 à 2006, il avait dirigé cet hebdo de la gauche caviar, dont il se vantait d'avoir fait un « *Gala pour les riches* ». Avec la bénédiction de Claude Perdriel*, principal actionnaire du *Nouvel Observateur*, n'incitait-il pas alors ses lecteurs à s'offrir des brimborions de chez Cartier à plus de 30 000 euros l'unité ? Une voie bien entendu suivie par son successeur Denis Olivennes (*voir chapitre 3*), passé de la FNAC et du groupe Pinault-Printemps-La Redoute au *Nouvel Observateur* de 2008 à fin 2010, quand il remplaça à la tête d'Europe 1 l'énarque et inspecteur des finances Alexandre Bompard,* ce dernier bombardé, lui, à la présidence de la FNAC en un étonnant numéro de chaises musicales.

Laurent Joffrin, instrument de la « victoire du capitalisme dans la gauche »

En 1973, *Libération* était portée sur les fonts baptismaux par Jean-Paul Sartre sous le slogan « *Peuple, prends la parole et garde-la* ». C'est Serge July*, œuvrant à la « *désoviétisation* » du quotidien gauchiste, qui embaucha en 1981 Laurent Joffrin au service économique de *Libération* : « *Un service stratégique car on injectait du libéralisme* » et on facilitait ainsi « *la victoire du capitalisme dans la gauche* », de l'aveu même du recruté (cité par Serge Halimi dans *Les Nouveaux Chiens de garde*, éd. Raisons d'agir 2005). Méprisant « *la masse grisâtre de l'Etat français* », Joffrin, né en 1952 au foyer d'un père éditeur d'ouvrages politiquement incorrects, professait par exemple dès 1984 que « *la vie est ailleurs* » : « *Elle sourd de la crise par l'entreprise, par l'initiative, par la communication.* »

Communication : le grand mot est lâché. Voilà la nouvelle déesse idolâtrée par ceux-là mêmes dont le bon peuple, naïf, croit qu'ils ont reçu mission de nous informer.

C'est donc tout naturellement qu'en novembre 2006, Edouard de Rothschild* fit appel à Laurent Joffrin pour diriger *Libération*, et surtout le plan de relance du quotidien, exsangue malgré les constantes aides gouvernementales (9 centimes par exemplaire payé, soit « *un peu moins de 4 millions d'euros par an payés par le contribuable* » – cf. *Lectures françaises* de mars 2011) et les 20 millions que lui-même avait apportés en 2005. Mais une nouvelle recapitalisation s'imposant, ce « *Rothschild atypique mais intraitable* », ainsi que le décrivait alors *Le Monde*, doit remettre au pot en 2006 : par l'intermédiaire du holding financier Jean Goujon, qu'il contrôle, il acquiert 38,87 % du capital de *Libé* dont il devient ainsi l'actionnaire de référence. Ayant exigé, et obtenu, le départ du PDG historique Serge July et du directeur général Louis Dreyfus* ⁽¹⁾, il bombarde Laurent Joffrin président du directoire.

Quant au quotidien « autogéré », qui proclamait le 22 mai 1973 dans son premier éditorial : « *Notre pauvreté est la mesure de notre indépendance* », il a vécu. Les salariés de *Libération*, dont la Société civile (SLPL) détenait 18,45 % du capital, une part désormais réduite à 10,35 %, ne font plus que de la figuration.

En 2007 derechef, affirme l'encyclopédie en ligne Wikipedia, « *Edouard de Rothschild organise un apport de capital de 15 millions d'euros, qui change la structure du capital de Libération. Le patron de presse italien Carlo Caracciolo (cofondateur du quotidien socialiste romain La Repubblica) devient le deuxième actionnaire. Le nouvel apport est ainsi réparti : 5,8 M€ Edouard de Rothschild (Holding financier Jean Goujon) – 5 M€ Carlo Caracciolo, à titre personnel – 1,5 M€ Pathé – 1,2 M€ Médiasscap, société du groupe de La Libre Belgique-La Dernière Heure – 1,2 M€ d'une dizaine d'investisseurs à titre personnel parmi lesquels Pierre Bergé, André Rousselet*, Bernard-Henri Lévy, Henri Seydoux*, 0,3 M€ Suez.* »

Edouard de Rothschild au (FRANCE) Galop

5,8 millions, une somme relativement modeste pour le fils du baron Guy de Rothschild (et demi-frère de David de Rothschild, fondateur de la banque d'affaires Rothschild & Cie) dont, en 2007, la fortune était estimée par le magazine *Challenges* à 315 millions d'euros.

Vingt ans plus tôt, cet ancien étudiant de l'université d'Assas, également détenteur d'un MBA finance à l'université de New York, avait entamé une carrière de banquier d'affaires à Wall Street chez Wertheim and Co. avant d'intégrer Rothschild & Cie dont il devint l'un des associés-gérants en 1993, participant à d'importantes opérations de fusions-acquisitions au côté de son demi-frère, notamment le rachat de Pathé par Jérôme Seydoux, son futur partenaire de *Libération*, et de la banque Rivaud par l'homme d'affaires breton Vincent Bolloré. Par l'intermédiaire de ce dernier il fut introduit dans l'entourage immédiat de Nicolas Sarkozy et donc d'Arnaud Lagardère. C'est d'ailleurs à Jean-Luc Lagardère, père d'Arnaud, que ce passionné d'équitation et fleuron du très exclusif Polo de Paris succéda en décembre 2004 à la présidence de *France Galop*.

Dès le mois de décembre 2004, quand les premières rumeurs de prise du capital commençaient à courir, *Le Point* notait que « *Rothschild est tout sauf un dilettante. Toujours concentré, le banquier ne laisse rien au hasard. S'il prend le risque de prélever 20 millions d'euros sur sa fortune personnelle, ce n'est pas pour les jeter par la fenêtre* ». Ce que l'intéressé confirmait le 6 décembre sur Europe 1 à Jean-Pierre Elkabbach* qui se demandait « *pourquoi un financier investit dans la presse écrite qui est partout en difficulté* » ; Rothschild, se défendant d'être « *un mécène* », répliquait : « *Ça résulte d'une analyse assez détaillée du secteur de la presse [...], donc il ne s'agit pas d'un cadeau, il s'agit d'un projet industriel qui s'inscrit dans le temps... Lorsqu'il y a des difficultés dans un secteur ça ouvre aussi des opportunités... Beaucoup de choses sont à faire aujourd'hui... C'est le rôle d'un actionnaire – d'un actionnaire qui est devenu l'actionnaire de référence – de mettre en place une méthode pour qu'il y ait une discipline et des objectifs. Et des objectifs qui, eux, sont quantitatifs* ».

Nicolas Demorand, un directeur de presse qui se revendique comme « juif culturel »

Certes, le règne de Laurent Joffrin n'a guère contribué au redressement de *Libération* qui, en 2010, ne vendait plus que 115 622 exemplaires en moyenne. Pour autant son remplacement par Nicolas Demorand n'apparaît pas évident. Ce transfuge de France Inter passé en septembre 2010 à Europe 1 n'a strictement aucune expérience de la presse écrite et ne souhaitait pas interrompre aussi vite sa collaboration à Europe 1 – où son arrivée n'avait d'ailleurs pas stimulé l'audience, bien

au contraire. Mais Nicolas Demorand fut littéralement « *pourchassé par Edouard de Rothschild* » qui « *sortit le carnet de chèques* » (cf. *Le Point* du 25/1/2011).

Sujet, le 22 avril 2008, d'un très complaisant « portrait » de *Libération*, celui qui était alors le jeune matinalier de France Inter (il est né le 5 mai 1971 à Vancouver où son père, diplomate, était en poste) y était crédité de « *la tchatche de sa mère, Jacqueline [Bouanniche], née à Oran dans une famille de juifs pieds-noirs* » et lui-même précisait être « *un juif culturel* » avant d'énumérer ses lectures du moment : *Graphes, cartes et arbres* de Franco Moretti, *Au cœur des mers* de Samuel-Joseph Agnon (premier Nobel de langue hébraïque), *Histoire du ghetto de Venise* de Riccardo Calimani.

A peine Nicolas Demorand aux commandes, le patron de *Libération* faisait entrer au capital de son quotidien ce que *Les Echos* appelaient un « *investisseur français* ». À l'issue de sa séance du 8 mars 2011, le conseil de surveillance du journal avait fait savoir, en effet, qu'il avait « *pris acte de l'accord intervenu entre tous les actionnaires du groupe Libération et monsieur Bruno Ledoux, représentant une entité du groupe Colbert* » (groupe immobilier possédant les locaux du quotidien devenu anarcho-bancaire) et appelé à devenir le 29 avril 2011 « *actionnaire du groupe Libération dans la même proportion que monsieur Edouard de Rothschild, actionnaire de référence* », le cadeau de mariage s'élevant à 12 millions d'euros. Si l'on sait que la banque Rothschild est celle du groupe Colbert, cela signifie que le tandem Edouard-Bruno disposera de plus de 52 % du capital.

Quand l'atome s'invite à "Libé"

Et, le 13 juillet suivant, le même conseil de surveillance annonçait avoir coopté Anne Lauvergeon* « *afin de la porter à la présidence* » dudit. Certes, cette normalienne née en 1959 fut la sherpa de François Mitterrand après le départ de Jacques Attali* en 1990 mais elle est surtout, depuis son passage au Commissariat à l'énergie atomique en 1984, une vestale du nucléaire. Ce qui lui valut en 1999 sa promotion par Dominique Strauss-Kahn* à la tête de la Cogema, devenue Areva, dont elle devait présider le directoire jusqu'au 16 juin 2011. Mais sans doute David de Rothschild espère-t-il que le lecteur de base de *Libé*, fervent antinucléaire, pardonnera à Anne Lauvergeon ces menues erreurs de parcours en raison de ses prises de position sociétales. Lors du Women's Forum de Deauville fin mai 2009, cette ancienne de la banque Lazard (voir chapitre 9), qu'elle quitta en 1995 mais où elle a conservé

de solides amitiés, n'avait-elle pas déclaré froidement : « *A compétences égales, eh bien, désolée, on choisira la femme... ou l'on choisira la personne venant de... eh bien autre chose que le mâle blanc, pour être clair* »? Décidément, *the right woman at the right place*.

(1) Il prendra une éclatante revanche en devenant le 15 décembre 2010 directeur général du groupe Le Monde sur intervention de Pierre Bergé et de Matthieu Pigasse. Petit-fils d'Alfred Fabre-Luce (héritier du fondateur du Crédit Lyonnais, essayiste – et rédacteur en chef de l'hebdomadaire Rivarol en 1954-1955) et de M^{me}, née princesse Charlotte de Faucigny-Lucinge, et fils du banquier Tony Dreyfus, ancien ministre et député-maire socialiste du X^e arrondissement de Paris, Louis Dreyfus fut sacré en 2005 Young Leader par la très mondialiste American French Foundation (cf. Au cœur du pouvoir, d'E. Ratier).

6 ■ Avec le « trio BNP », la fin du *Monde*?

L'Hôpital se moquant de la Charité, *Libération* feignait, le 12 avril 2010, de plaindre *Le Monde*, qui « ne sera bientôt plus le même » : « Son indépendance est sur le billot. Les journalistes, son actionnaire de référence, doivent accepter l'évidence. Avec des finances dans un état désastreux, le groupe s'est engagé dans une recapitalisation qui va les diluer. "Cette opération indispensable de renforcement des fonds propres du groupe aurait pour conséquence la dilution des actionnaires historiques qui deviendraient minoritaires", avance un communiqué du conseil de surveillance du groupe. C'est signer la fin d'une époque, celle du pouvoir de la Société des rédacteurs (SRM), créée en 1951. C'est accepter l'entrée ou la montée d'actionnaires extérieurs, qui en prendraient le contrôle. Un crève-cœur, aboutissement de dix ans d'exercices déficitaires. "Nous n'avons pas le choix et il faut espérer que ce plan de recapitalisation assainira nos comptes", confie un journaliste. Au Monde, les toutes dernières années ont été rudes. Crise de gouvernance à l'hiver 2007, plan social en 2008 avec les premières grèves de son histoire, cession de plusieurs titres (*Fleurus Presse*, le réseau de librairies *La Procure*, *Cahiers du Cinéma*...). En 2009, il a fallu emprunter 25 millions d'euros auprès des banques en gageant la vache à lait acquise en 2003, *Télérama*. Et promettre qu'une recapitalisation allait être engagée en 2011. Le plan de redressement mené par Eric Fottorino, le président du directoire depuis janvier 2008, et son directeur général, David Guiraud*, a consisté à faire des économies tout en trouvant de nouvelles voies de développement (nouvelle formule, nouveaux magazines, multimédia). Des négociations exclusives se poursuivent d'ailleurs avec un opérateur espagnol, associé – et c'est nouveau – avec un "important investisseur financier français" pour une entrée majoritaire au capital du Monde Imprimerie afin de moderniser l'outil industriel à hauteur de 25 millions d'euros. La recapitalisation, gros mot prononcé avec des pincettes depuis 2007, repoussée aux calendes grecques par la SRM et la direction, est aujourd'hui devenue incontournable. C'est même le dernier carat. »

L'Etat bon prince

En effet, le rachat du groupe La Vie catholique se révèle décevant et la diffusion du « *quotidien de référence* » lui-même est en constant recul : 407 085 exemplaires vendus en moyenne chaque jour en 2002, en grande partie grâce à la « *quinzaine de la haine* » orchestrée contre Jean-Marie Le Pen parvenu au second tour de la présidentielle, 358 655 exemplaires cinq ans plus tard. D'où de gigantesques pertes accumulées : 125 millions d'euros, malgré le substantiel concours de l'Etat. De 2003 à 2010, *Le Monde* a perçu près de 3 millions d'euros du Fonds d'aide à la modernisation de la presse.

Au printemps 2010, le projet de recapitalisation, portant sur 50 millions d'euros au minimum, était accompagné par la filiale CIB Global Investment Banking du Crédit Agricole et l'on parlait d'investisseurs étrangers, espagnols notamment. Neuf mois plus tard, c'est la banque Lazard qui débarquait en force et, le jour même de l'élection de Nicolas Demorand à la direction de *Libération*, le conseil de surveillance du groupe Le Monde présidé par Pierre Bergé faisait savoir qu'il avait « *nommé Erik Izraelewicz membre du directoire et directeur du quotidien, sous réserve du vote de la Société des rédacteurs du Monde (SRM)* ». Vote intervenu le 10 février et conclu par un résultat plutôt flatteur : 74,25 % des parts présentes ou représentées.

Avec Izraelewicz, économie(s) d'abord

C'est la première fois dans l'histoire du quotidien dit de référence que son directeur est issu de la presse économique. Contrairement aux Debû-Bridel, Viansson-Ponté*, Fauvet*, Plenel, Colombani* et autres Fottorino, Erik Izraelewicz, né le 6 février 1954 à Strasbourg et diplômé de HEC ainsi que du Centre de formation des journalistes, a fait toute sa carrière à *L'Usine nouvelle*, à *L'Expansion* puis à *La Tribune de l'économie* (devenue *La Tribune*) avant d'entrer en 1986 au *Monde*. Il fut d'abord chargé des banques, des assurances et de la conjoncture financière française, ce qui devait tout naturellement le conduire à être le correspondant du journal à New York, où il noua les contacts les plus fructueux dans la haute banque. Responsable des *Echos* de 2000 à 2008, il rejoint ensuite, en tant que directeur des rédactions, le quotidien *La Tribune* passée entre-temps aux mains d'Alain Weill (groupe NextRadioTV : RMC, BFM), avec lequel « *le courant passe très bien* » – cf. *Le Monde.fr* du 11/2/11.

Las, le titre est déficitaire ; ses pertes s'élèvent à 8 millions d'euros pour 2010 et, en mai de la même année, Alain Weill vend ou plutôt brade *La Tribune* à sa direc-

trice générale, Valérie Decamps, pour 1 euro symbolique ⁽¹⁾. « *Le départ d'Alain Weill entraîne, en juillet 2010, celui d'Erik Izraelewicz qui ne se sent plus autant d'affinités avec la nouvelle propriétaire. Il fait savoir qu'il est "disponible" pour d'autres fonctions. Il présente sa candidature aux actionnaires du Monde en janvier* », relate Le Monde.fr – qui ne souffle mot de l'hostilité manifestée par certains journalistes, en commençant par la médiatrice du quotidien, Véronique Maurus : commentant le 12 mars 2011 le départ de son prédécesseur, le billettiste Robert Solé, elle faisait ses propres « *adieux* » en excipant dans les deux cas de la clause dite « *de cession* » prévue par la loi de 1935 permettant, précisait M^{me} Maurus, « *à tout journaliste de quitter son entreprise après un changement significatif du capital, en bénéficiant des conditions d'un licenciement. Au Monde, c'est, bien sûr, la première fois qu'elle s'exerce... D'ici à la fin du mois de juin, d'autres suivront... y compris moi-même, dès le 16 mars* ».

Car c'étaient moins le cursus et la personnalité d'Izraelewicz, par ailleurs administrateur de l'ENA, qui posaient problème que celle des trois nouveaux actionnaires de référence ayant triomphé des autres concurrents, entre autres Claude Perdriel, patron du *Nouvel Observateur* (qui, évincé, s'est dit prêt à racheter d'autres quotidiens en difficulté, comme *Le Parisien*) ; soit Pierre Bergé, déjà actionnaire de *Libération* (voir plus haut), Xavier Niel et Matthieu Pigasse*. Le « trio BNP », disent les initiés. Un trio dont l'Elysée a tout fait, mais en vain, pour empêcher le débarquement.

(1) Valérie Decamps ayant fait l'objet de deux motions de défiance après la présentation d'un plan de relance prévoyant 15 à 25 licenciements, la banque Aforge peine à trouver de nouveaux investisseurs pour La Tribune, qui pourrait être diffusée uniquement sur Internet (cf. JDD du 8/5/2011).

7 ■ Un très mauvais Bergé

Fort de ses liaisons avec Jean Cocteau (dont il fut exécuteur testamentaire), avec le défunt peintre Bernard Buffet et le couturier Yves Saint-Laurent qu'il imposa à partir de 1962 grâce à un prêt consenti par la First National City Bank via un homme d'affaires d'Atlanta, Pierre Bergé, né en 1930, aime jouer à l'esthète. Sous François Mitterrand, ne favorisa-t-il pas, de concert avec Jack Lang*, plusieurs opérations concernant les arts et les lettres ? Mais ce fils d'un contrôleur des contributions est surtout un redoutable financier. Ainsi obligea-t-il dès 1966 son jeune protégé, au départ très réticent, à créer la ligne de prêt-à-porter Saint-Laurent Rive gauche (dont la fabrication fut rapidement délocalisée dans des pays à bas salaires) et s'il honorait les prolos de la Fête de l'Humanité de ses défilés de haute couture, il interdisait tout syndicalisme à l'intérieur de sa « maison ».

Esthète et financier

Insatiable, il acquit successivement ou simultanément, soit seul, soit avec Yves Saint-Laurent, le très chic restaurant Prunier spécialisé dans le caviar français, le Théâtre de l'Athénée, de multiples résidences princières (un hôtel particulier rue de Babylone dans le VII^e arrondissement de Paris, le château Gabriel à Deauville, la Villa Majorelle et le Jardin Majorelle à Marrakech) et, bien sûr, d'innombrables tableaux, statues et objets d'art : plutôt des Goya que des Basquiat, d'ailleurs, bien qu'il feigne d'admirer les gribouillis du feu taggeur américano-haïtien. La vente aux enchères des seules œuvres d'art qu'il organisa en stratège en 2009 après la mort du couturier (qui avait fait de l'homme d'affaires son seul héritier) rapporta ainsi plus de 373 millions à la Fondation Pierre Bergé Yves Saint-Laurent.

Et un an plus tard, c'est la troïka qu'il formait avec le banquier Matthieu Pigasse et le fondateur de Free, Xavier Niel, qui était choisie le 28 juin 2010 par le conseil de surveillance du *Monde* alors présidé par Louis Schweitzer* (*voir chapitre 10*) entérinant le vote des salariés survenu le 25.

« *Ce trio*, commentait *La Croix* fin juin 2010, *annonce pouvoir investir dans Le Monde 110 millions d'euros. Une somme financée par chacun des associés sur fonds personnels et répartie à parts égales entre eux. BNP hériterait d'un groupe fortement endetté (la dette globale est estimée à environ 125 millions d'euros) dont le compte d'exploitation accuse un déficit de 25,2 millions d'euros en 2009. Parmi les urgences à régler, le nouvel actionnaire majoritaire devra rembourser les obligations remboursables en actions (ORA) pour une somme de 69 millions d'euros, le prêt de 25 millions d'euros contracté en 2009 avec Télérama en gage. A cela s'ajoute l'indispensable modernisation de sa filiale Le Monde Imprimerie, estimée entre 20 et 25 millions d'euros. La décision du conseil de surveillance à peine connue, le trio gagnant devra dès à présent injecter 10 millions d'euros pour renflouer une trésorerie en perte de vitesse et assurer le versement des salaires des salariés du Monde cet été.* » Malgré, bizarrement, l'absence de toute éventualité de plan social.

Pour emporter le vote des salariés, précisait en effet le quotidien ex-catholique, « *Pierre Bergé et ses deux associés se sont engagés à maintenir les emplois existants, à la différence de Claude Perdriel qui annonçait la suppression de 100 à 120 postes* ». Mieux encore : le 24 juin, devant les employés du groupe, Pierre Bergé annonçait aussi vouloir garantir à la Société des rédacteurs du *Monde* une minorité de blocage au sein des actionnaires, en lui offrant, par le biais d'une fondation, 10 millions d'euros.

Après *Globe*, *Le Monde*

C'était là un cadeau royal, exigeant bien sûr des contreparties. Or, Pierre Bergé a deux obsessions : la cause homosexuelle (au point d'avoir torpillé le Téléthon finançant la recherche sur la myopathie pour concentrer les dons sur le Sidaction) et le cosmopolitisme planétaire, son dada depuis qu'âgé de dix-neuf ans, il fonda le journal *Patrie mondiale* avec l'Américain Garry Davis, fondateur des « Citoyens du monde ». Dans ces deux domaines, le quotidien vespéral a déjà donné de multiples gages et n'a plus rien à prouver, mais on peut toujours aller plus loin, comme l'avait démontré le magazine *Globe* selon le credo défini par Bernard-Henri Lévy dans le premier éditorial du mensuel : « **Bien sûr, nous sommes résolument cosmopolites. Bien sûr, tout ce qui est terroir, béret, bourrées, binious, bref, "fran-chouillard" ou cocardier, nous est étranger, voire odieux** ».

Or, qui était le bailleur de fonds de cette feuille dirigée par Georges-Marc Benamou dont Sarkozy à peine élu devait faire son conseiller culturel? Pierre Bergé, également financier de SOS-Racisme et futur fondateur du magazine homosexuel *Têtu*. Les lecteurs du *Monde* qui, selon M^{me} Maurus, se plaignent d'avoir dû depuis plusieurs mois « *avaler beaucoup de couleuvres* » (*op.cit.*), seraient bien inspirés de faire provision de bicarbonate.

8 ■ Xavier Niel, ou quand le porno mène à tout

Après le millionnaire rose, le milliardaire du minitel rose. C'est en effet grâce aux messageries dites de charme que Xavier Niel, autodidacte né en 1967, a pu amasser l'immense fortune, près de 3 milliards d'euros, qui lui a ouvert les portes du *Monde*. Quelle revanche pour celui auquel l'exploitation intensive du minitel cochon avait fini par valoir, le 28 mai 2004, une inculpation pour proxénétisme aggravé et recel d'abus de biens sociaux concernant un de ses « peep-shows » ! Activité sur lesquelles s'était alors étendu *Libération*, si bien qu'on peut voir aussi une vengeance dans l'entrée de Niel au capital du *Monde*, qu'il verrait bien torpillant *Libération*, d'autant qu'il fut débouté dans les cinq procès en diffamation qu'il intenta au quotidien alors dirigé par Serge July et qui perçut même de très substantiels dommages et intérêts pour abus de procédure. A quoi tiennent les choses...

Flibuste, soufre et fric

C'est à vingt ans à peine qu'il s'était lancé dans le minitel rose. « *L'argent rentre*, raconte Emmanuel Paquette dans L'Express.fr (du 24 septembre 2010). *Suffisamment pour voir plus grand et mettre la main sur la société Fermic Multimédia, qu'il rebaptise Iliad au début des années 1990. Mais ses méthodes de flibustier le placent vite en marge du système.* "Il déposait tous les prénoms féminins en 3615 puis se rendait sur les messageries érotiques des concurrents pour rabattre les utilisateurs vers ses propres services", se souvient Rafi Haladjian, fondateur du fournisseur d'accès FranceNet. Membre d'aucun syndicat, véritable paria de la profession, il est *hai de tous*. » Sauf de Fernand Develter, ancien fondé de pouvoir – et toujours très influent – à la Société Générale, qui devient son associé.

En 1994, toutefois, ce fou d'informatique avait aussi cofondé le premier fournisseur d'accès à Internet grand-public en France, Worldnet, société revendue en décembre 2000 à Kaptech (groupe 9 Cegetel de Philippe Louis-Dreyfus) pour 40 millions d'euros. De même, avec son groupe Iliad, entré en Bourse en 2004 et dont il possède les deux tiers du capital, fut-il à l'origine du développement en 1999 de la pre-

mière offre d'accès gratuit à Internet – Free – dont le développement logique fut la fructueuse Freebox fournissant aux foyers une ligne téléphonique sans abonnement, l'accès à Internet ainsi qu'aux chaînes gratuites de la TNT en qualité numérique, formule adoptée depuis par tous les concurrents de Free et qui n'a pas peu contribué à l'explosion et à la généralisation du « Net » en France ; avec la multiplication de sites d'information en ligne tels *Mediapart* ou *Bakchich*, évidemment financés (300 000 euros pour *Bakchich*, d'ailleurs exsangue aujourd'hui) à leurs débuts par Iliad — dont Alain Weill est administrateur ; cependant que M^{me} Niel, née Véronique Ouaki dans la famille fondatrice des célèbres magasins Tati, est la directrice juridique du groupe.

Emmanuel Paquette écrivait encore : « *Désormais, les fantômes d'hier ne devraient guère avoir d'incidence sur la vie de Xavier Niel. Dans quelques jours, le cofondateur de Free sera l'un des maîtres du Monde* », grâce à Matthieu Pigasse, grand manitou de la banque Lazard qui le conseille depuis huit ans dans ses acquisitions et qui l'a convaincu de verser au pot du « quotidien de référence » et dit de lui, admiratif : « *C'est notre Steve Jobs [le créateur américain d'Apple] à nous !* »

Le coup des deux pères François

Bien entendu, Niel parle beaucoup « démocratie » et « indépendance des médias ». Il se veut « *inclassable* », a écrit un livre sur Internet avec le père de la ministre Valérie Pécresse*, dit autant de bien du maire socialiste Bertrand Delanoë que du ministre UMP Xavier Bertrand*. « *Xavier a toujours apprécié les contre-pouvoirs dans le monde économique comme dans la presse. Ni de droite ni de gauche, il craint pour la démocratie et veut aider les médias à prendre le virage du numérique* », explique le gestionnaire de son fonds d'investissement Kima Ventures, Jérémie Berrebi.

Avant de s'offrir pour 35 millions d'euros (une misère puisque, de son propre aveu, cela correspond à « *la variation du cours de Bourse d'Iliad sur une seule journée* ») son ticket d'entrée au *Monde* qui lui a permis de « *gagner enfin en reconnaissance* », le « *personnage sulfureux devenu fréquentable, et même courtoisé par les hommes politiques* », avait remporté une autre victoire : l'obtention de la quatrième licence d'opérateur de téléphonie mobile pour Free. Sarkozy était contre, officiellement en souvenir des peep-shows mais sans doute pour sauvegarder les intérêts de son ami intime Martin Bouygues, rival de Niel dans le multimédias. Or, devait confier l'ancien

pornographe au *Canard enchaîné* fin décembre 2010, il a « *contourné le chef de l'Etat avec l'appui de François Pérol*, ex-secrétaire général adjoint de l'Elysée, et du premier ministre lui-même pour parvenir à ses fins: Fillon a fait adopter le texte en Conseil des ministres en vitesse pendant que Sarko était sorti répondre à un appel! Et il a signé le décret en profitant de son malaise vagal!* » De fait, « *le décret et l'arrêté permettant l'appel d'offres sont datés du 29 juillet 2009, or c'est le 26 juillet 2009 que Nicolas Sarkozy avait été hospitalisé pour son malaise* », rappelle le site financier Numérama.

Pérol, un pied dans la banque, un pied dans le pouvoir politique

François Fillon* escompte-t-il, en cas de défection du président sortant en 2012, l'appui de la galaxie Free? Quant à l'autre François, Pérol, sa carrière ne se résume nullement à son passage à l'Elysée. Ancien major de l'ENA, cet inspecteur des Finances né en 1963, secrétaire général du mondialiste Club de Paris, puis sous-directeur du financement et du développement des entreprises à la Direction du Trésor, fut directeur adjoint du cabinet de Francis Mer*, puis de Nicolas Sarkozy, au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie entre 2002 et 2004. Il pantoufla ensuite, de 2005 à 2007, comme associé-gérant de la banque Rothschild & Cie. A ce titre, « *il conseille Philippe Dupont*, PDG des Banques Populaires, dans la création de Natixis. Filiale commune du groupe mutualiste et des Caisses d'Epargne, cette banque d'investissement qui annonce la réunion à terme des deux groupes, entraînera dans la tourmente ses deux maisons mères en 2008* » (cf. le quotidien *20 minutes* du 26 février 2009).

Mais il en aurait fallu davantage pour entraver la trajectoire météorique de cet habitué des symposiums du très cosmopolite Groupe Bilderberg. « *Grand architecte du programme économique* » de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, François Pérol soutient par exemple le rachat de 20 % de Thales par le groupe Dassault (propriétaire du *Figaro*) et surtout sculpte ce qui sera son bâton de maréchal, à savoir la fusion orchestrée sur fond de crise financière par l'Elysée entre Caisses d'Epargne et Banques Populaires et sa prise de contrôle du nouveau groupe BPCE, « *deuxième groupe bancaire français* », en dépit du scandale provoqué par cette promotion : malgré les assurances de l'Elysée sur le feu vert donné par la Commission de déontologie de la fonction publique, celle-ci affirme ne jamais avoir été saisie! D'où des plaintes d'associations pour « *prise illégale d'intérêts* », plaintes qui donneront lieu à un interminable

feuilleton judiciaire : classées sans suite le 1^{er} septembre 2009, le parquet estimant qu'« *un conseiller de l'Elysée, fût-il secrétaire général adjoint, n'a pas de délégation de pouvoir distincte des fonctions présidentielles et donc n'a pas le contrôle de la signature ni de la surveillance d'opérations au sens de la prise illégale d'intérêt* », reprises par Roger Le Loire, juge d'instruction du pôle financier à Paris, les plaintes ont à nouveau été classées par la Cour d'appel de Paris le 3 mars 2011, avant saisine de la Cour de cassation.

Entre-temps, ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée, devenu le 2 mars 2009 PDG de la BPCE et, quelques jours plus tard, président du conseil de surveillance de Natixis (pour une rémunération totale de 550 000 euros par an), François Pérol avait pris, le 1^{er} septembre 2009, la vice-présidence de la Fédération bancaire française, aux applaudissements de la grande presse, éperdue de reconnaissance : le 5 août 2009, en effet, à la faveur d'une victoire dans une compétition nautique patronnée par la Banque Populaire, une pleine page de publicité pour la BPCE avait paru dans sept quotidiens nationaux (*Le Monde, Le Figaro, Libération, Les Echos, La Tribune, Le Parisien, La Croix*) et trois hebdomadaires (*L'Express, Le Nouvel Observateur et Le Point*) ; tous singulièrement discrets, depuis lors, sur les plaintes déposées à l'encontre du bienfaiteur, mais fort laudatifs sur son accession au grade de chevalier de la Légion d'honneur le 14 juillet 2010.

Evoquant l'obtention par Free de la licence 3G tant convoitée et des libéralités de Niel envers les médias, que François Pérol a soit financés directement soit abreuvés de publicités, *L'Express* concluait le 24 octobre 2010 : « *Gageons qu'il saura en profiter à l'heure où Free Mobile va devoir déployer son réseau et négocier avec les élus locaux pour installer des antennes relais sur tout le territoire.* »

9 ■ Pour Matthieu Pigasse, *Le Monde*, tremplin vers l'Élysée ?

« Il est derrière toutes les opérations financières et industrielles qui font l'actualité. A sa sortie de l'ENA, il a fait ses classes à Bercy avec Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius*, avant de passer au privé comme associé-gérant de la banque Lazard. La vente du PSG, c'est lui. La renégociation de la dette irakienne, c'est lui. La nationalisation du gaz bolivien pour le compte du président Evo Morales, c'est lui. La recherche d'une sortie de crise pour Libération, c'est encore lui. A 38 ans, Matthieu Pigasse est le banquier d'affaires le plus recherché du moment. Celui que les patrons du CAC 40 invitent à leur table avant de lancer une OPA. Le dépositaire des petits et des grands secrets d'affaires », pouvait-on lire le 19 octobre 2006 dans *Le Monde*... dont les journalistes ignoraient, bien sûr, que, moins de cinq ans plus tard, « le banquier rock and punk » deviendrait l'un de leurs trois patrons. Et sans doute le plus déterminé.

Du cabinet de DSK et de Laurent Fabius à la banque Lazard

Né en 1968 dans une famille plutôt littéraire (son père était journaliste et son oncle créa la collection Le Masque éditant notamment Agatha Christie) et couvert de parchemins, le protestant Matthieu Pigasse est trentenaire à peine quand il se retrouve en 1999 directeur adjoint du cabinet du grand argentier Laurent Fabius qui « se prend quasiment de passion pour lui » et le charge des questions industrielles et financières : un excellent marchepied vers la banque Lazard qui le recrute en 2002 sur les conseils de l'ubiquiste Alain Minc*, « son mentor », et le nomme illico associé-gérant, responsable dès 2003 de la très stratégique activité « conseil aux gouvernements » dans laquelle il excelle. Directeur du marketing en 2005, vice-président en 2006 puis codirecteur général délégué de Lazard France en septembre 2009, il connaît une vertigineuse ascension. Superviseur de la renégociation des dettes argentine et irakienne, on ne s'étonnera pas de le voir intervenir dans le très délicat dossier de la fusion de la BPCE, aux côtés de François Pérol (voir chapitre 8), quant à lui ancien de la banque Rothschild.

Groupes bancaires et faiseurs de rois

Les naïfs opposent souvent cette dernière à Lazard. Bien sûr, les deux établissements sont rivaux, mais il existe entre eux de multiples passerelles (Arielle Marie Malard, la seconde épouse d'Edouard de Rothschild, vient d'ailleurs de chez Lazard) et ils se spécialisèrent vite dans l'activité de conseil en fusions-acquisitions, activité dans laquelle Lazard sera numéro un en France jusqu'en 1997, grâce à des associés-gérants, des personnalités du calibre de Felix Rohatyn, ambassadeur des Etats-Unis en France de 1997 à 2000, d'André Meyer et surtout d'Antoine Bernheim*, « *parrain du capitalisme français* » selon Pierre de Gasquet qui lui a consacré un livre éponyme (Grasset 2011), « *empereur de la finance* » et surtout « *faiseur de rois* » selon *Le Figaro* qui rappelait, le 11 janvier 2008, comment le flamboyant banquier, largement octogénaire mais toujours patron des assurances Generali et vice-président du conseil d'administration de LVMH, avait « coaché » Bernard (Arnault), Vincent (Bolloré), François (Pinault) et d'autres encore et assuré leur fortune, sans jamais, jure-t-il, la main sur le cœur, penser à la sienne ».

Intime avec Jean Daniel du *Nouvel Observateur*, très proche de Jean-Marie Colombani (voir chapitre 12) qu'il repêcha au conseil d'administration de Generali France après que JMC eut été éjecté du *Monde*, Antoine Bernheim ne fut pas seulement un « faiseur de rois » politiques, il fut aussi l'un des principaux artisans de l'évolution actuelle des médias, grâce aux fusions-acquisitions dont il eut à connaître.

Lazard Frères resta une banque familiale jusqu'à l'éviction du dernier héritier, Michel David-Weill*, PDG de 1977 à 2001 – et dont la fille Béatrice avait épousé un autre héritier de dynastie bancaire, Edouard Stern*, qui a connu une fin tragique, assassiné à Genève. Ce meurtre s'ajoutait ainsi à la légende noire de Lazard dont le nouveau patron, l'Américain Bruce Wasserstein, passait lui aussi pour peu regardant sur les moyens.

C'est Bruce Wasserstein qui, jusqu'à sa mort soudaine en 2009, favorisa la carrière de Matthieu Pigasse. Ce dernier, adhérent au PS, n'aura pas eu à se plaindre non plus du successeur du défunt, l'Américain Kenneth Jacobs, qui, en avril 2010, im-

posa l'ancien énarque comme seul directeur général délégué de Lazard Frères, au détriment d'Erik Maris, jusqu'alors codirecteur. Les rumeurs qui couraient déjà sur la prise de contrôle du *Monde* expliquent sans doute, en partie au moins, le favoritisme dont « *le banquier que tout le monde s'arrache* » a bénéficié dans une banque souvent qualifiée de « *ministère bis de l'Industrie* » tant elle a été au cœur du capitalisme français. Dans son livre *Ces messieurs de Lazard* (Albin Michel 2006), Martine Orange décrit cette banque comme « *un monde où il faut avoir la cuirasse épaisse, être prêt à tout et où la qualité principale reconnue est l'avidité* » car y règnent des « *mœurs de parrain du capitalisme* ».

Messier en pire

Dans *Le Figaro* du 2 juillet 2010, la journaliste Anne Fulda brossait un portrait ambigu de Matthieu Pigasse, ce « *dandy dégingandé, tout de Dior vêtu, tenant des discours de punk désespéré, de camusien désabusé, clamant son goût pour les Clash, les Sex Pistols, Sid Vicious, autant qu'Arthur Rimbaud, Paul Verlaine, Henri Michaux ou Gustave Flaubert, dont il cite avec délectation cette phrase, comme une provocation assumée: "J'écris pour faire vomir le bourgeois"* ».

En effet, « *Pigasse ne déteste pas jongler avec les paradoxes et les contradictions de sa personnalité sombre et tourmentée. Il revendique une austérité de pasteur tout en donnant ses rendez-vous au Costes, l'hôtel branché de la rue Saint-Honoré où il a élu domicile. Il dit mépriser les conformismes, les "petits marquis parisiens" qui le jugent, tout en vivant royalement grâce aux millions qu'il a gagnés chez Lazard... A son sujet, on entend dire tout et son contraire avec, même chez ses meilleurs ennemis, une constante: la reconnaissance d'une intelligence hors du commun. Le meilleur: "Il a une vivacité intellectuelle impressionnante et fait preuve d'une efficacité redoutable, je l'ai vu à l'œuvre sur plusieurs dossiers, tels que le PSG ou le groupe Barrière. De plus, il est toujours là quand on a besoin de lui et apporte toujours une solution", témoigne Sébastien Bazin, président de Colony Capital. "C'est, depuis Messier*, la réussite la plus fulgurante qu'il y ait eu dans Paris", ajoute Jean-Pierre Jouyet* ⁽¹⁾ qui compare la trajectoire de Pigasse à celle de ces magnats américains de la presse, les Hearst ou Hughes, milliardaires originaux et excentriques.* » L'orfèvre Antoine Bernheim* voit lui aussi dans Pigasse « *un mélange de Messier et d'Alain Minc* » (alors qu'il qualifie Xavier Niel de « *type exceptionnel* »).

Même son partenaire Edouard de Rothschild y va de son dithyrambe en décrivant lui aussi Matthieu Pigasse comme « *une sorte de modèle américain transposé au système français* », mais en s'empressant de corriger : « *Le plus séduisant, c'est son empathie et son intelligence. Et le plus agaçant, c'est son narcissisme.* »

Ce narcissisme, il l'avait partiellement assouvi avec son rachat en 2009 du magazine de rock *Les Inrockuptibles* (dirigé depuis le 15 avril 2011 par l'agrégé de philosophie et conseiller d'Etat David Kessler*, ancien conseiller de Lionel Jospin, venu comme lui du trotskisme, puis du maire de Paris Bertrand Delanoë). Le tout pour faire des *Inrockuptibles* un hebdo politique très politiquement correct.

L'hebdo fut un marchepied idéal pour s'emparer du *Monde*. Matthieu Pigasse est d'« *une duplicité complète, d'un cynisme sans égal* », selon l'un de ses anciens amis qui a affirmé à Anne Fulda que son « *but ultime est de faire de la politique. Devenir président de la République : il a voulu Le Monde, non pas pour le mettre au service de X, Y, ou Z, mais pour servir sa propre ambition* ».

Est-ce pour se concilier la communauté homosexuelle en vue d'un futur « *destin national* » qu'il finança en 2004 la chaîne à péage Pink-TV, qui ne survit qu'en diffusant la nuit des films pornographiques ? Ce qui est certain, c'est que Matthieu Pigasse a toujours tâté de la politique, soutenant comme Pierre Bergé Ségolène Royal en 2007... contre la promesse d'un gros ministère, confiant des proches de l'ancienne candidate. Début 2011, il fait proposer par *Les Inrockuptibles* le maillot fétiche de DSK : « *Yes we Kahn.* »

Résolument ancré à gauche en dépit ou à cause des dizaines de millions d'euros qu'il a amassés (près de 8 millions uniquement en stock-options selon *Le Nouvel Observateur* du 18/6/09), il a été, avec Pierre Bergé, le promoteur et le financier du méga-concert organisé à la Bastille le 10 mai 2011 afin de commémorer la victoire socialiste de 1981, un projet destiné, selon *Le Point*, à le faire enfin « *connaître du grand public* » et dans lequel la collaboration du *Monde* lui était bien sûr assurée.

Duplicité et double jeu

Mais le banquier Pigasse est trop avisé pour mettre tous ses œufs dans le même panier. Dans le même temps où, en 2007, il lorgnait déjà sur *Le Monde* avec son

poisson-pilote Alain Minc, il finançait le site d'information *Mediapart* créé par des dissidents... du *Monde*! De même, à peine adoubé par la rédaction du « quotidien de référence », il travaillait, selon *Aujourd'hui en France* (du 14 mars 2011), au lancement par son holding Nouvelles Editions indépendantes, avec le journaliste de radio et de télévision Marc-Olivier Fogiel, de deux quotidiens : « *le premier à destination des tablettes numériques, le second pour le papier* ». Ce dernier se trouverait donc en concurrence directe avec *Le Monde*.

(1) Inspecteur des Finances et socialiste comme Pigasse, et entre autres directeur du cabinet de Jacques Delors alors président de la Commission européenne, Jean-Pierre Jouyet, passé du Trésor à la présidence de la banque Barclays-France, fut après l'élection de Nicolas Sarkozy l'une des vedettes de l'« ouverture », étant nommé le 18 mai 2007 secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes auprès de Bernard Kouchner dans le gouvernement de François Fillon. Le 14 novembre 2008, il était nommé par Nicolas Sarkozy à la tête de l'Autorité des marchés financiers (AMF).*

10. Louis Schweitzer, paladin de l'antiracisme et roi des cumuls

Dans son livre *Ma part du Monde* (éditions de Paris, 2003) le journaliste Alain Rollat accusait Jean-Marie Colombani, président du directoire de la SA Le Monde et directeur du journal de 1994 à 2007, d'être le principal responsable, en raison de ses liens avec Lazard (voir chapitre précédent), de l'emprise croissante des « *puissances d'argent* » sur ce quotidien. Que dire alors de Louis Schweitzer* qui, de février 2008 au 15 décembre 2010, en présida son conseil de surveillance, en remplacement d'Alain Minc? Dans le même temps, cet énarque (promotion Robespierre), ancien directeur de cabinet du premier ministre Laurent Fabius (ce qui lui valut d'être impliqué dans le scandale des écoutes de l'Elysée et le crime d'Etat du sang contaminé) était le très autocratique président de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE). Cette sinécure, des plus confortables, lui avait été offerte en 2005 par le président Jacques Chirac, avec le salaire brut de 6 700 € par mois, plus de si extravagants frais de représentation que la Cour des comptes finit par s'en émouvoir en 2010.

« *Un millénaire de Smic* »

Mais, même ajouté à sa pension d'ancien haut fonctionnaire et d'ex-PDG de Renault, cela ne suffisait sans doute pas au retraité, qui s'affirme pourtant « *très imbibé de culture protestante* ». Il s'employa donc à truster les jetons de présence, et y réussit parfaitement :

- président en 2010 de la HALDE ;
- président du Conseil de surveillance du *Monde* ;
- président de la branche internationale du Medef (*présidé par Laurence Parisot**, voir chapitre 18) ;
- président des conseils d'administration de Renault et du groupe pharmaceutique suédo-britannique AstraZeneca.

Ce champion des déshérités immigrés, qui ne manquait pas une occasion de flétrir le racisme du Français moyen, siégeait aussi aux conseils d'administration :

- de Veolia ;
- de BNP Paribas (PDG : Baudouin Prot*) ;
- de L’Oréal (PDG : Jean-Paul Agon* après Lindsay Owen-Jones*) ;
- de Volvo.

Membre, en outre, du conseil de surveillance de Philips ainsi que des conseils consultatifs des assurances Allianz et de la Banque de France (dirigée par Christian Noyer*), Louis Schweitzer est actionnaire de la Financière PIASA qui détient avec Artemis (Pinault) le contrôle de PIASA, quatrième maison française de vente aux enchères.

Qui dit mieux ? Surtout si l’on ajoute à cette fructueuse brassée une gerbe de positions honorifiques (mais donnant droit à toutes sortes d’avantages sonnants et trébuchants) comme :

- les présidences de la Société des amis du Musée du quai Branly et du Comité consultatif commun d’éthique pour la recherche agronomique créé en octobre 2007 ;
- un fauteuil à la Fondation nationale des sciences politiques ;
- un autre au Musée du Louvre ;
- un troisième au conseil d’administration du très mondialiste Institut français de relations internationales ;
- un passage à la présidence du Festival d’Avignon.

Et c’est ce personnage au carrefour de toutes les connexions médiatico-financières, grand mondain et cousu d’or (en 2006, les revenus de Louis Schweitzer équivalaient à « *un millénaire de Smic* » selon l’Observatoire des inégalités), qui ose affirmer « *n’avoir jamais eu de plan de carrière* ».

Un personnage décidément emblématique du *Monde*. Et de l’hyperclasse gouvernant la France.

11 ■ La face cachée de BHL

On ne peut pas évoquer *Le Monde* et *Libération* sans évoquer Bernard-Henri Lévy, qui est l'un de leurs principaux « prescripteurs d'opinion ». Et pour cause puisque, président du conseil de surveillance de la chaîne de télévision Arte dirigée successivement par Jérôme Clément* puis Véronique Cayla*, il est aussi membre du conseil de surveillance du *Monde* et actionnaire de *Libération* auquel, lors de l'augmentation de capital intervenue en juin 2008, il apporta, à la demande expresse d'Edouard de Rothschild, 1,2 million d'euros, la même somme étant versée par Pierre Bergé cependant que le mitterrandien André Rousselet, ancien PDG de Canal+, apportait 5,8 millions.

On s'explique mieux ainsi pourquoi *Libération* a « vendu » sans barguigner à ses lecteurs, majoritairement pacifistes, l'opération militaire « Aube de l'Odysée » lancée contre la Libye de Kadhafi, une option soutenue depuis des semaines par BHL qui avait fait dans ce sens le siège de l'Elysée, n'hésitant pas à y amener un aréopage de « démocrates » libyens, à faire leur promotion et à annoncer du perron du palais présidentiel que le chef de l'Etat était prêt à soutenir leur juste cause, par les armes si nécessaire. Ce qui fut fait, le stratège au col dégrafé ayant affirmé que le tyran ne tiendrait pas une semaine. Il fallut finalement six mois de bombardements intensifs et d'intervention des forces spéciales occidentales pour parvenir au résultat...

Humaniste ou esclavagiste ?

Inutile de détailler une fois de plus l'interminable liste des erreurs, approximations et purs mensonges qui ont valu à l'ex-nouveau philosophe le surnom de « l'affabulation à visage humain », Polémia lui ayant consacré plusieurs études ⁽¹⁾. En revanche, puisqu'il s'agit ici de la sujétion des médias à l'argent, il est bon de rappeler que BHL n'est pas seulement le penseur et l'humaniste dont il a adopté la posture, mais un capitaliste doré sur tranche, en sa qualité d'héritier et d'actionnaire principal de la Becob créée par son père. Cette société d'importation de bois précieux longtemps prospère (3 milliards de F de chiffre d'affaires en 1986) opérait principalement en

Côte d'Ivoire, au Gabon (170 000 hectares exploités) et au Cameroun. BHL en fut le PDG pendant les années 1990 (cependant que Guy Carlier, la future et très « progressiste » vedette de France Inter, en avait été le directeur financier une dizaine d'années durant, sans problèmes de conscience apparents).

Si l'on en croit Nicolas Beau et Olivier Toscer dans leur livre *Une imposture française* (Les Arènes, 2006) dont les affirmations n'ont jamais été démenties, la Becob soumettait ses employés indigènes à des « conditions de semi-esclavagisme », les privant d'eau potable et de médicaments, les logeant dans « des niches mal aérées » et les payant (très mal) avec un grand retard. Mais motus ! En mars 1998, révèlent ces auteurs, « le magazine *Entrevue* décide d'envoyer une équipe enquêter sur la Becob... L'article sur l'écrivain-forestier ne paraîtra jamais. Le lendemain, Hervé Hauss, le rédacteur en chef du magazine, vient trouver les reporters : "Désolé, les gars, mais on ne peut pas publier cette enquête. BHL s'est plaint auprès d'Arnaud Lagardère. Et Arnaud a mis son veto. Oubliez tout" ».

Faut-il oublier aussi qu'avec la complicité des potentats locaux, la Becob a dévasté joyeusement la forêt primaire africaine malgré les protestations de France Nature Environnement, du WWF ou des Amis de la Terre ? Ayant porté le débat devant le Parlement européen, ces associations attendaient miracle du Grenelle de l'environnement. Las, le ministre Jean-Louis Borloo* a toujours – et sa remplaçante Nathalie Kosciusko-Morizet* à sa suite – soigneusement éludé la question. Pis : le 22 avril 2009, alors que la majorité de leurs collègues approuvaient le premier projet de réglementation contraignant sur l'exploitation et la traçabilité des bois tropicaux, les députés français UMP (groupe Parti populaire européen) s'abstenaient en bloc. Sous prétexte que les procédures seraient trop onéreuses.

Haro sur la Libye, silence sur la Côte d'Ivoire

Rien d'étonnant en tout cas si celui qui, s'érigeant en véritable chef de notre diplomatie, au grand dam d'Alain Juppé* pourtant présenté quelques semaines plus tôt comme l'« hyperministre des Affaires étrangères », a ameuté à la guerre contre la Libye, a observé un silence prudent sur la Côte d'Ivoire où l'on comptait pourtant davantage de victimes. Pas question pour l'héritier de la Becob de s'aliéner les pouvoirs en place, ou à venir, à Abidjan !

Justement, pour qu'« *une créance de la Côte d'Ivoire envers la Becob soit remise sur le "haut de la pile"* » par les Ivoiriens, BHL n'avait pas hésité à faire intervenir en 1986 le socialiste Pierre Bérégovoy* puis le chiraquien Edouard Balladur*. Lequel, lorsque la Becob frôla le dépôt de bilan, lui fit obtenir un « *providentiel prêt participatif de 40 millions de francs octroyé par le Crédit national, banque gérée par le Trésor, que Jean-Claude Trichet* dirige alors* », prêt bénéficiant de conditions exceptionnellement favorables (taux réduit à 5,5 %), raconte de son côté Philippe Cohen dans *BHL, une biographie* (éd. Fayard, 2005) en précisant que « *de Venise même, où il participait à un sommet du G7, François Mitterrand a téléphoné pour vérifier si la Becob allait obtenir son prêt* » !

Depuis 1998, la Becob fait partie du groupe PPR de François Pinault mais son ex-PDG est resté actionnaire de la société, qui a été rachetée « *sur la base d'une valorisation d'environ 800 millions de francs* ». « *La fortune de BHL est donc appréciable. Son montant se situerait entre 150 et 180 millions d'euros* », estime Philippe Cohen. De 1998 à 2011, l'empire de François Pinault s'est démesurément élargi, avec notamment l'acquisition, sur le plan médiatique, du *Point*, dirigé par le trilatéraliste Claude Imbert* et Franz-Olivier Giesbert* (qui, sous prétexte que son père était un GI américain, déclarait le 3 avril 2011 au *Journal du dimanche*: « *Je suis solidaire du monde des immigrés. Quand l'un d'eux est attaqué, je prends sa défense* »...).

(1) Lire notamment :

- « *BHL ou l'empereur de la morale aux habits neufs* »
(<http://www.polemia.com/article.php?id=1560>)
- « *Le cas BHL ou comment fonctionne l'idéologie dominante* »
(<http://www.polemia.com/article.php?id=1557>)
- « *Les éditocrates, fourriers de la pensée unique* »
(www.polemia.com/article.php?id=3400).

12. « Pure Players » ou purs désinformateurs ?

L'année 2010 a été pénible pour la presse quotidienne nationale : -2,6 % pour *Le Monde*, -3,7 % pour *Libération*, -5,3 % pour *Le Figaro* et -12,9 % pour *Les Echos* par exemple (étude EPIQ de mars 2011). Ces difficultés, qui la rendent encore plus dépendante du gros capital, s'expliquent largement, aujourd'hui, par la gratuité et l'immédiateté de l'information sur Internet, dont le prodigieux essor repose aussi sur le fait qu'on arrive à y éviter les « éditocrates », cette camarilla qui encombre chaque jour que Dieu fait les pages des journaux, les antennes et les petits écrans en une ronde infernale. Inutile, en effet, d'acheter un quotidien puisque l'« *on peut entendre gratuitement ses vedettes à la radio avant de les retrouver à la télévision, distillant toujours le même message, dans pratiquement les mêmes termes, en usant des mêmes amphigouris... et des mêmes ostracismes. Une standardisation de l'information dans laquelle il est tentant de voir, en réalité, le triomphe de la désinformation* » (cf. Polémia du 14 janvier 2011, « *Les éditocrates, fourriers de la pensée unique* » <http://www.polemia.com/article.php?id=3400>).

Slate: Attali s'attaque aux racines

Mais le « Net » est comme la langue d'Esopé. Si, grâce à cet incomparable outil, des voix qui jusqu'alors « clamaient dans le désert » ont enfin réussi à percer le mur du silence, la Toile n'est pas seulement cet « espace de liberté » tant vanté par ses défenseurs ; elle peut être aussi une école de bien-pensance.

« A quoi sert-il de parler des "racines" d'un pays (...), sinon à donner, implicitement ou explicitement, à ceux qui s'y rattachent un droit de propriété sur le pays, ou au moins une priorité sur les autres citoyens ? En particulier, parler de racines chrétiennes voudrait-il dire qu'il convient de donner aux chrétiens la propriété de la France, ou au moins une priorité sur les autres citoyens ? (...) D'abord, jusqu'où s'enfoncent les racines de la France ? (...) Ensuite, de quels peuples les Français d'aujourd'hui sont-ils issus ? (...) Enfin, quelles religions se sont succédées [sic] sur son terri-

toire ? Là encore, il faudrait des pages pour nommer les innombrables variantes de religions celtes, gauloises, grecques, romaines ou juives qui se sont suivies ou ont cohabité sur notre territoire avant l'arrivée des multiples versions du christianisme. (...) Mettre en avant l'héritage chrétien du pays, c'est exclure ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette foi (...), c'est une petite manœuvre pour exclure les musulmans, ainsi que pour minimiser le formidable héritage des Lumières, qui commencent d'ailleurs en France au XII^e siècle avec l'arrivée, par des traducteurs juifs, de textes musulmans porteurs de la pensée grecque⁽¹⁾... C'est de tout cela qu'il faut être fier. C'est cela qui fait la grandeur de ce pays. »

Si certains naïfs s'imaginent donc que les « pure players » ou, pour parler français, sites d'information en ligne, sont des palladiums contre la pensée unique, cette profession de foi de Jacques Attali, l'un des plus fameux éditocrates hexagonaux, sur slate.fr le 20 mars 2011, leur démontrera que sur la Toile aussi sévit le pire conformisme. Et pas par hasard.

Bombardé en 1990 président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) par François Mitterrand, dont il avait été dès 1981 le conseiller spécial et le « sherpa », puis fondateur en 1998 de PlaNet Finance, Jacques Attali est l'un des actionnaires de Slate, créé en 2009 par Jean-Marie Colombani, un ancien directeur du *Monde*, sur le modèle de l'original américain lancé par le Slate Group. Or celui-ci, présidé par Jacob Weinstein et qui possède 15 % du capital du magazine français (contre 35 % par Viveris Management depuis la levée de fonds en juin 2009 au cours de laquelle Viveris, contrôlé à 60 % par le groupe Caisse d'Epargne désormais dirigé par le banquier François Pérol, a injecté 1,5 million d'euros), est lui-même propriété du *Washington Post*, navire-amiral d'un puissant groupe de presse appartenant à Katherine Graham, fille du banquier d'affaires Eugene Meyer, qui devint en 1946 le... premier président de la Banque mondiale !

On est donc là au cœur du système mondialiste. Et l'on peut légitimement redouter le pire de l'encyclopédie en ligne Wikipol qu'avec l'aide des élèves de l'Ecole de journalisme de Sciences-Po Paris (dont le directeur est le multiculturaliste militant Richard Descoings*) *Slate* s'apprête à lancer en vue de la présidentielle française de 2012 – avec la noble ambition affichée par Jean-Marie Colombani (dans *Libération*

du 11 mars 2011) d'être « *une bible [sic] actualisée, et développée en permanence, une référence dans la période qui s'annonce* ». Afin de manipuler l'opinion le plus efficacement possible.

Mediapart vraiment à part ?

Ce qui est aussi l'ambition de Mediapart, site rival (et, bien sûr, également « citoyen ») de slate.fr. Créé en 2008 par un autre ancien directeur du *Monde*, l'ex(?)-trotskiste Edwy Plenel, *Mediapart* revendique une totale indépendance : « *Nous avons voulu un journal de journalistes sans aucun fil à la patte, partisan ou financier* », proclame Edwy Plenel dont le fait d'armes demeurera l'orchestration du scandale suscité en mai 2011 par le prétendu racisme antiblacks des instances footballistiques. Il oublie cependant que pour fournir les 3 millions du capital initial, artistes, politiques ou écrivains ne furent pas seuls à casser leur tirelire. Xavier Niel, cofondateur d'Iliad-Free aujourd'hui actionnaire de référence du *Monde* (voir chapitre 8), se montra fort généreux (100 000 euros) ainsi que Maurice Lévy*, PDG de Publicis, cependant qu'un million d'euros était avancé à parts égales par les investisseurs Ecofinance (Jean-Louis Bouchard) et Doxa Jean (Thierry Wilhelm).

Autant de bonnes fées davantage attachées au mondialisme qu'à l'identité nationale. Et il en est de même pour les parrains de *Rue89*, « *site de débat participatif* » lancé le 6 mai 2007 en réaction à l'élection de Nicolas Sarkozy, cette fois par des anciens de *Libération* qui réussissaient à lever 740 000 euros en 2008, puis 1,1 million d'euros deux ans plus tard. Parmi les principaux donateurs, Matthieu Pigasse (voir chapitre 9).

(1) Affirmation dont Sylvain Gouguenheim a démontré l'inanité dans son livre « *Aristote au Mont Saint-Michel / Les racines grecques de l'Europe chrétienne* », éd. du Seuil 2008.

Le mensonge est également dénoncé par l'historien Guy Rachet dans « *Les racines de notre Europe sont-elles chrétiennes et musulmanes ?* » Ed. Jean Picollec 2011.

Et par Polémia avec « *Aristote au mont Saint-Michel / Les racines grecques de l'Europe chrétienne de Sylvain Gouguenheim* », par Françoise Houël Gasparri :

<http://www.polemia.com/article.php?id=2975>

13. Gros argent et corruption de mineurs : la preuve par Gulli et Skyrock

Tout aussi erronée est la légende des radios et télévisions « libres » visant le jeune public telles Gulli ou Skyrock.

Gulli, attention DANGER

La « chaîne jeunesse » Gulli a été maintes fois épinglée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA, présidé par Dominique Baudis* de 2001 à 2007 puis par Michel Boyon*), et en mars 2011 encore, pour « *manquement aux règles de protection des mineurs* », après la diffusion de jeux vidéo ultra-violents et de clips musicaux obscènes. Mais les avertissements n'ont jamais été suivis de sanctions. Pour une bonne raison : propriété de Lagardère Active (*voir chapitre 3*), Gulli fut l'une des premières chaînes de télévision à signer la « Charte de la diversité ».

Lors de son audition, le 19 octobre 2007, par le groupe de travail « Diversité » du CSA, présidé par l'ancien journaliste de France 2 Rachid Ahrab, M^{me} Emmanuelle Guilbart, présidente quant à elle de Gulli, tint en effet à souligner que sa chaîne, « *perçue comme la chaîne jeunesse qui permet le plus d'acquérir des connaissances et de s'ouvrir au monde (...), prône des valeurs d'ouverture et d'acceptation des différences* ». D'ailleurs, ajouta-t-elle, « *le symbole de la volonté des responsables de Gulli de mettre en valeur la diversité des origines est le choix de la mascotte de la chaîne, Gullia, qui prend les traits d'une petite fille métisse réunionnaise. Par l'intermédiaire de ce personnage d'animation en 3D, qui joue le rôle de la grande sœur à laquelle les plus jeunes veulent ressembler, des messages de sensibilisation sont transmis* », sur « *les banlieues* », « *les familles recomposées* », « *le racisme* », etc.

« *Texte d'engagement proposé à la signature de toute entreprise, quelle que soit sa taille, qui condamne les discriminations dans le domaine de l'emploi et décide d'œuvrer en faveur de la diversité* » afin de « *mieux refléter, dans [ses] effectifs, la diversité de la population française* », la Charte de la diversité fut lancée fin 2004. Ses deux promoteurs étaient l'homme d'affaires algérien Yazid Sabeg (dont Nico-

las Sarkozy devait faire le 17 décembre 2008 son Commissaire à la diversité et à l'égalité des chances) et le polytechnicien Claude Bébéar*, fondateur en 1985 du géant des assurances AXA dont, ayant pris sa retraite en 2000, il préside dès lors le Conseil de surveillance.

Skyrock, la danseuse d'AXA

Or, stupéfaction en 2006 : « *AXA s'offre Skyrock* », la radio jeune par excellence (3,8 millions d'auditeurs fidèles parmi les « 13-24 ans »), s'étonne la presse, suite à un communiqué du CSA annonçant avoir donné son agrément le 10 mai 2006 à la « *cession du groupe Orbus (Skyrock et Chante France) au groupe AXA Private Equity* », cela suite au « *désengagement complet de la société Tamago, détenue par Morgan Grenfell Private Equity et Goldman Sachs* ». « *A l'issue de l'opération, ajoutait le CSA, le groupe Orbus sera intégralement détenu par une nouvelle société holding, dont le capital sera réparti entre AXA Private Equity, à hauteur de 70 %, et M. Pierre Bellanger, à hauteur de 30 %.* »

« *La radio des adolescents a environ doublé sa valeur grâce à ses investissements sur le Net* » et serait, selon *L'Expansion* de mars 2006, évaluée « *aux alentours d'une centaine de millions d'euros, contre à peine 50 millions en 1999* ». En effet, « *Skyrock a su exploiter à fond le lancement de ses projets internet, à commencer par sa plate-forme Skyblog, c'est-à-dire son interface d'hébergement de blogs. Conçus à l'origine pour ses auditeurs, les skyblogs de Skyrock n'ont pas tardé à ratisser beaucoup plus large au point de toucher aujourd'hui une large frange de la jeunesse actuelle. La notoriété du dispositif provenant justement de la force de frappe de la "communauté" Sky. Selon le classement CybereStat, ces 4 millions de mini-sites [dont beaucoup sont très éphémères, ce qui limite leur importance] ont ainsi attiré plus de 115 millions de visiteurs en février. Ce qui représente 3 milliards de pages vues. Skyblog est aujourd'hui leader en Europe sur son créneau.* »

Ecolo... et polygame

Une affaire à première vue excellente, donc, mais qui pose quelques problèmes sur le plan éthique pour AXA, héritière des vénérables Mutuelles de Rouen, en raison de la personnalité de son co-actionnaire Pierre Bellanger : « *Ecologiste de la*

première heure » et PDG de Skyrock, ce dernier est « *reconnu coupable en appel d'avoir corrompu une mineure, Laetitia, avec laquelle il avait eu une relation en 1999-2000* » ; il est condamné de ce chef à trois ans de prison avec sursis et 50 000 euros d'amende, comme le signalait l'AFP le 5 février 2010 en précisant que « *Pierre Bellanger et l'adolescente s'étaient rencontrés fin 1999, par l'intermédiaire de la sœur de Laetitia, Emmanuelle, qui vivait avec le fondateur de Skyrock et deux autres femmes dans un appartement parisien... Un groupe au mode de vie très particulier, avec veillées spirituelles, jeûnes, relations sexuelles parfois multiples et obligation d'écrire un journal intime très codifié contrôlé régulièrement par le "maître", en l'occurrence Pierre Bellanger.* »

Catholique proclamé (il participe régulièrement à la « Nuit des Témoins » organisée tous les ans à Saint-Sulpice en hommage « *aux religieux et laïcs engagés qui ont trouvé la mort dans des conditions violentes, alors qu'ils étaient en mission au service de leur foi* »), Claude Bébéar n'était-il pas gêné de sa proximité avec le gourou Bellanger ? N'était-il pas perturbé par la grossièreté scatologique des animateurs de la radio, l'hystérie antichrétienne et antifrançaise des groupes de hip-hop omniprésents sur Skyrock dont ils ont fait la réputation – et la fortune – auprès des adolescents ? Mais sans doute le président d'honneur d'AXA estimait-il que les enrégés du rap participent au premier chef de la « diversité » qui lui est si chère.

Le 13 avril 2011, on apprenait toutefois qu'AXA Private Equity avait, fin 2010, confié la vente de la station aux banquiers d'affaires Jean-Marie Messier (ex-PDG de Vivendi) et Erik Maris, ancien de chez Lazard, ainsi qu'à la banque Arjil. Et, dans la foulée, AXA tentait de débarquer Pierre Bellanger pour le remplacer par Marc Laufer, précédemment directeur général délégué du groupe NextRadio TV (aux appointements de 260 000 euros en 2009).

Qu'on ne s'y trompe pourtant pas : si les amis de Claude Bébéar n'aiment plus leur jouet, ce n'est pas pour ses émissions douteuses ni en raison du passé de Pierre Bellanger – qui, renouvelant le chantage de la radio NRJ en 1984, avait menacé le gouvernement de faire « *descendre cinq cent mille jeunes dans la rue* » pour un méga-concert – mais parce que, depuis deux ans, les résultats de Skyrock se dégra-

dent. En 2010, alors que le PDG percevait selon AXA la bagatelle de 620 000 euros par an pour prix de ses services, le chiffre d'affaires n'a pas dépassé 32,7 millions d'euros, très en deçà des espérances de l'investisseur. Si AXA veut retirer ses billes, c'est donc par intérêt bien compris et non pas au nom de la fameuse éthique dont Claude Bébéar a plein la bouche. D'ailleurs, Marc Laufer l'avait affirmé (dans *Le Point* du 13 avril) : il a « *le plus grand respect* » pour Bellanger et, pour lui, « *il n'est absolument pas question de changer l'antenne de Sky* », qui « *conservera son format qui est bon* ».

La Banque Verte fan du Gangsta rap

Ce format de l'antenne de Sky est, en effet, si « *bon* » que les socialistes Jack Lang, François Hollande, l'ancienne secrétaire d'Etat, Rama Yade et le ministre UMP du Travail Xavier Bertrand*, et même, selon *Le Point* du 21 avril, la très catholique Christine Boutin, consultant du Conseil pontifical pour la famille, avaient aussitôt apporté leur plus fraternel soutien à Pierre Bellanger, précipitant peut-être ainsi le coup de théâtre du 13 avril. « *Le groupe Crédit Agricole a décidé d'accorder sa confiance à Pierre Bellanger, le fondateur et président de Skyrock, pour l'aider à reprendre le contrôle de son groupe, à le développer dans les années à venir et à préserver tout ce qui fait l'esprit de Skyrock* », communiquait ce jour-là la Banque Verte en annonçant le rachat de 30 % de Skyrock à AXA Private Equity, si bien que le nouveau tandem CA-Bellanger qui va « *créer une société commune* », détenue à 51 % par le fondateur de Skyrock et à 49 % par la banque, y sera très largement majoritaire. Qu'en pensent les paysans qui se plaignent des côtés léonins de la banque verte ?

14. TF1 ou comment rendre les cerveaux disponibles ?

Les années se suivent et ne se ressemblent pas pour TF1, victime en 2011 du passage à la télévision numérique avec ses chaînes gratuites, grandes pourvoyeuses de séries américaines. En revanche, pour les neuf premiers mois de 2010, TF1 avait pu se prévaloir d'un chiffre d'affaires consolidé de 1,826 milliard d'euros, soit une croissance de 12 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2009.

Surfer sur les tendances

Mieux encore : sur la période considérée, l'ancienne « première chaîne » privatisée en 1987 par le gouvernement de Jacques Chirac et attribuée au groupe Bouygues avait enregistré « *une croissance de 11 % de son chiffre d'affaires publicitaire, qui s'élève à 1,071 Md€* ». Elle répondait ainsi à la mission fixée par son ancien patron Patrick Le Lay qui avait fait scandale en déclarant dans un livre d'entretiens (*Les Dirigeants français et le changement*, EIM éditeur, juillet 2004) : « *Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective "business", soyons réaliste : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit (...). Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (...). Rien n'est plus difficile que d'obtenir cette disponibilité. C'est là que se trouve le changement permanent. Il faut chercher en permanence les programmes qui marchent, suivre les modes, surfer sur les tendances...* »

Surfer sur les tendances, c'est titiller le cochon qui sommeille en chaque *homo sapiens*, en multipliant des programmes de « télé-réalité » érigeant en valeurs civilisationnelles un voyeurisme et un exhibitionnisme toujours plus exacerbés, au point d'écœurer le public ⁽¹⁾, tout en exaltant le métissage. C'est surtout sacrifier l'identité nationale pour promouvoir les « minorités visibles ». L'objectif a été atteint avec le choix de l'Antillais Harry Roselmack comme présentateur des journaux de fin de

semaine et du magazine dominical *Sept à huit*, de films américains dont les vedettes sont des Blacks et de séries policières pullulant de petits génies venus d'ailleurs.

Le cosmopolitisme, obligation morale et nécessité commerciale

Rien de plus logique : dans un premier temps la publicité promeut la « diversité » dans un but idéologique (United Colors of Benetton) ; dans un deuxième temps elle s'intéresse aux niches commerciales des « minorités ». Des études réalisées notamment pour les sites Marketing professionnel.fr et beaute.afrik.com, qui soulignent les potentialités d'un marché de « *quelque trois millions de personnes d'origine afro-antillaise vivant en France métropolitaine* », n'ont-elles pas démontré qu'en France les femmes noires dépensaient trois fois plus que les blanches pour leur « budget beauté » et jusqu'à 200 euros par mois en soins capillaires ? Cibles de choix également : les couples homosexuels, réputés pour leur fort pouvoir d'achat puisque, percevant un double salaire, ils sont généralement sans enfants, et qu'il faut donc absolument séduire.

Certes, toutes les chaînes de télévision (publiques comprises, hélas : voir le vénérable feuilleton de France 3, *Plus belle la vie*, véritable ode au métissage et à la « débrouille ») suivent la même pente car elles sont lancées dans une folle surenchère. Toutefois, dans le cas de TF1, la recherche de la manne publicitaire n'est pas le seul moteur. Son propriétaire, le géant du bâtiment et des travaux publics Bouygues, est en effet une multinationale œuvrant sous les climats les plus divers. Sa chaîne se doit par conséquent d'offrir le visage le plus cosmopolite possible. Au reste, c'est en fonction de ses impératifs industriels que Francis, père de Martin Bouygues, fondateur de l'empire du béton portant son nom et gros utilisateur d'ouvriers et manœuvres immigrés, s'était prononcé catégoriquement dès 1970, dans la très populaire émission *Les Dossiers de l'écran*, en faveur du regroupement familial, dont la reconnaissance fit aussitôt l'objet d'une campagne de presse univoque. Le vœu ou plutôt l'oukase du patriarche Bouygues fut exaucé le 29 avril 1976 par le président Giscard (décret n° 76-383), Jacques Chirac étant premier ministre, avec les conséquences qu'on connaît, cette législation étant devenue la principale cause des flux migratoires.

Officiellement, « *depuis sa privatisation en avril 1987, la société Télévision Française 1 (TF1) est une Société Anonyme détenue à 100 % par le groupe TF1 SA au capital*

de 42 682 098,40 euros, filiale à 43,2 % du groupe Bouygues SA, à 1,4 % à la Société Générale, à 2,6 % à des salariés, à 54,8 % du public dont 0,6 % en autocontrôle et autodétention » (Wikipedia). C'est oublier quelques autres actionnaires telles, jusqu'à la crise, les banques américaines Goldman Sachs et Morgan Stanley dont la participation était montée jusqu'à 5 % sous la présidence de son PDG John Mack.

La réalité ? Aucune importance ! Selon Solly

Patrick Le Lay a quitté TF1. Après en avoir présidé le Conseil d'administration du 22 mai 2007 au 31 juillet 2008, il préside désormais le fonds d'investissement Serendipity, dont les actionnaires principaux sont Artemis, holding de François Pinault, et... Bouygues. Le PDG depuis lors est Nonce Paolini (au salaire annuel de 1,5 million d'euros), assisté de l'énarque Laurent Solly nommé directeur à la Direction générale du groupe TF1, en charge des « missions opérationnelles et fonctionnelles ». Un poste hautement stratégique.

Est-ce le chef de l'Etat qui souffla en 2007 le nom de Solly à son ami intime Martin Bouygues, témoin de Nicolas Sarkozy lors de son mariage avec Cécilia Ciganer-Albeniz puis parrain de Louis, l'enfant né du couple ? Cet ambitieux énarque (promotion Victor Schoelcher) fut en effet le conseiller de Sarkozy à partir de 2004 aux ministères de l'Intérieur puis de l'Economie et des Finances avant de devenir l'année suivante son directeur de cabinet à la présidence de l'UMP (2004-05) puis à nouveau son collaborateur au ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. Directeur adjoint de la campagne présidentielle du candidat Sarkozy en 2007, rappelle *Le Point*, Laurent Solly déclarait alors : « *La réalité n'a aucune importance, il n'y a que la perception qui compte.* »

Voilà qui, on en conviendra, le prédestinait parfaitement à diriger l'usine à rêves (multicolores) que veut être TF1.

(1) Lancé le 18 mars 2011 pour le dixième anniversaire de la télé-réalité, le dernier et répugnant programme, Carré Viiip, produit par Endemol, a été très rapidement arrêté par TF1. Non par décence mais parce que la baisse des audiences (moins de deux millions de téléspectateurs en moyenne) provoquait la fuite des annonceurs. A noter qu'Endemol s'est doté d'un Comité de déontologie comprenant entre autres l'inévitable Louis Schweitzer et Elisabeth Badinter ; mais l'ancienne journaliste Michèle Cotta fut le seul membre de ce Comité à dénoncer publiquement la médiocrité racoleuse, à la limite de la pornographie, de Carré Viiip.*

15. La publicité au service de la « diversité »

Deux mastodontes exercent un quasi-monopole sur la publicité : Publicis et Euro RSCG, celle-ci héritière de l'agence fondée, en 1970, par Bernard Roux, Jacques Séguéla, Alain Cayzac et Jean-Michel Goudard qui lui donnent leurs initiales patronymiques respectives, mais aujourd'hui appendice du business unit Havas Worldwide.

La couleur, un marché en plein essor

Certes, en raison de la crise, « 2009 a été la pire année qu'a connue l'industrie de la publicité depuis des décennies », peut-on lire sur le site de Havas Worldwide, mais le marché mondial des dépenses publicitaires n'en a pas moins été estimé cette année-là à « 444 milliards de dollars US ». Le 8 avril 2011, *Le Figaro* annonçait une « hausse de 2,1 % du marché pub de l'année en cours », profitant principalement à Internet (+9,3 %) et à la télévision (+3,1 %) désormais privilégiés par les plus gros annonceurs, en commençant par les compagnies d'assurance, la grande distribution, les industriels du luxe, de la pharmacie, de la parfumerie, du multimédia ou des travaux publics qui se détournent de la presse écrite.

En raison de cette nouvelle donne, les différents vecteurs d'information se disputent âprement la manne ; ils sont prêts à tout, y compris à sacrifier les intérêts nationaux à l'idéologie dominante, pour tirer leur épingle du jeu. En février 2011, la chaîne de télévision commerciale britannique ITV n'a-t-elle pas viré Brian True-May, producteur de la série *Inspecteur Barnaby*, sous prétexte que les « minorités visibles » brillaient par leur absence dans ce très populaire feuilleton, populaire précisément parce que les téléspectateurs britanniques mais aussi étrangers y voient le dernier bastion d'une *Englishness* en voie de disparition ? Et le 1^{er} avril suivant, *Le Point* annonçait le renvoi de Robert Ménard par RTL (groupe Bertelsmann : le PDG, Christopher Baldelli*, est un ancien des cabinets de Sarkozy et de Philippe Douste-Blazy, passé par le groupe Lagardère ; il a succédé en 2009 à Axel Duroux*, débauché par TF1) ; motif : l'ancien président de Reporters sans frontières avait osé dire à l'antenne qu'il

« comprenait sur un certain nombre de points les électeurs du FN » et même qu'il les « approuvait ». Ce qui incita aussitôt *Marianne*, l'hebdo de Jean-François Kahn qui se prétend pourtant non conformiste, à lancer l'hallali contre ce « sous-marin du FN ». Sus aux déviants ! Un déviant bien vite chassé de RTL.

Et tout est bon pour faire passer la pensée unique, notamment dans la grande distribution. Dans le numéro de mai 2011 de *Brand's-Monoprix*, magazine distribué aux clients de cette chaîne aujourd'hui contrôlée par Casino (PDG : Jean-Charles Naouri*, ancien de Harvard, de Normale Sup', de l'ENA, ex-directeur du cabinet du ministre socialiste Bérégoovoy puis conseiller de Dominique Strauss-Kahn), le chanteur-acteur Patrick Bruel complaisamment interviewé par Philippe Gildas affirme que « voter pour les extrêmes » est abominable et qu'il accepta en 1992 l'invitation d'Anne Sinclair* à *Sept sur sept* à seule fin de dissuader ses fans d'apporter leurs voix au Front national. Dans le même magazine, décidément mine d'enseignements pluriels sous couvert de consumérisme, l'écologiste Yann Arthus-Bertrand se dit « toujours à la recherche des Gandhi, des Mandela, des grands leaders, des mecs qui l'emmènent ». Que penser d'un tel matraquage, toujours à sens unique, asséné aux innocents acheteurs de yaourts ?

De même, depuis les campagnes United Colors of Benetton, les « créatifs » ont-ils reçu ordre de multiplier dans les publicités (pour les parfums, les couches-culottes, les vêtements... ou EDF) les gays ou les « minorités visibles » – ainsi que les familles recomposées –, et de valoriser de dynamiques cadres de couleur afin de les imposer comme modèles. Un article de l'inépuisable *Brand's-Monoprix* sur Kinder (groupe Ferrero), confiserie favorite des enfants, souligne ainsi qu'ont été choisies « nos stars du ballon et de la raquette comme Tony Parker, Boris Diaw, Didier Drogba ou Jo Wilfried Tsonga pour promouvoir la barre chocolatée sur le petit écran » : deux Africains et deux métis. N'y aurait-il donc aucune étoile blanche, en commençant par nos champions de natation, à laquelle les enfants français puissent s'identifier ?

Avec Maurice Lévy, la « mondialisation heureuse »

En pointe dans cette incessante propagande pour la « diversité » : Publicis. Fondée par Marcel Bleustein-Blanchet, dont la fille Elisabeth* (56^e fortune de France) est toujours propriétaire de l'agence avec son mari Robert Badinter*, ancien ministre socialiste de la Justice puis président du Conseil constitutionnel, Publicis est dirigée depuis 1981 par Maurice Lévy.

Se définissant d'ailleurs dans *Libération* (du 11 septembre 2010) comme un juif « *pratiquant, respectueux des dates* », intervenant dans « *beaucoup d'opérations pour la communauté* » et « *soucieux de transmettre à ses enfants les valeurs juives* », Maurice Lévy est, selon Emmanuel Ratier (*Faits & Documents* n° 301) « *membre de l'Association de coopération économique France-Israël, de la Chambre de commerce franco-israélienne, ancien président des Bonds d'Israël (système de financement d'Israël par la diaspora), ancien président de By my Spirit, qui regroupe les séfarades du monde entier... Lorsqu'il sera élevé au rang de commandeur de la Légion d'honneur, il choisit, pour lui remettre son nouveau grade, Ady Steg, président de l'Alliance israélite universelle* ». Avec la bénédiction d'Elisabeth Badinter, il a désigné en juin 2010 pour successeur à la tête de Publicis le polytechnicien Jean-Yves Naouri* : cet ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn au ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur est le frère de Jean-Charles Naouri*, PDG du groupe de grande distribution Casino.

Cet attachement à ses racines et à l'Etat hébreu n'empêche pas le PDG de Publicis (dont il est également actionnaire via sa société Maurice Lévy Management et Salariés, ce qui lui a assuré un patrimoine estimé à 153 millions d'euros – 211^e fortune de France) d'appartenir aux cénacles les plus mondialistes, tels la Commission Trilatérale et le Forum de Davos, et de vanter en toutes circonstances les vertus du cosmopolitisme. « *Il est avant tout non un "pubeux" mais un lobbyiste acharné dont les intérêts relationnels rejoignent presque toujours ceux de son portefeuille publicitaire. Une espèce de communicant, porte-parole d'un capitalisme moderne guidant ses clients sur la voie d'une mondialisation heureuse* », estime encore Emmanuel Ratier.

Voilà pour ceux qui croient encore que la publicité sert à informer, alors qu'elle est d'abord un rouage de la gigantesque machine à décérébrer, à dénationaliser et à mondialiser.

16 ■ **Publicité et politique : la chute de DSK, une catastrophe industrielle**

Mais il arrive que la « diversité » se retourne contre ses apôtres, comme l'a appris à ses dépens Stéphane Fouks, coprésident avec Mercedes Erra (qui, elle, revendique ses racines « rouges » espagnoles) d'Euro RSCG Worldwide, agence rivale de Publicis, et, depuis le 10 mars 2011, également vice-président du groupe Havas, en pleine réorganisation. Mais qui est ce quinquagénaire tout dévoué au destin national de Dominique Strauss-Kahn avant que ce dernier ne connaisse la chute ?

Fouks à l'école de SOS-Racisme

*« Une enfance en banlieue, à Charenton. Une histoire familiale entre la Pologne et l'Union soviétique. Les images de la résistance en héritage, les marques du militantisme communiste d'un père, sous-directeur à la direction générale de la Sécurité sociale devenu mendésiste social-démocrate. La mère, fille de déportée, comptable dans une entreprise de maroquinerie... », peut-on lire dans un portrait extatique, publié le 10 juin 2005 par *Le Nouvel Economiste* qui, avec lyrisme, décrit Stéphane Fouks comme « Incontournable. Imprévisible. Inclassable », vante « ses yeux de ve-lours qui réchauffent l'atmosphère » et « sa chaleur raffinée » avant d'évoquer avec sympathie son itinéraire : « A 16 ans, il adhère à la section PS de Charenton-le-Pont. A 20 ans, il participe à la création de l'Unef-ID. A 24 ans, son ami Yves Colmou* lui propose de le rejoindre au cabinet de Michel Rocard*, alors ministre de l'Agriculture. Il avait envisagé trois chemins de vie : la politique, la justice ou la communication. Finalement, ce sera un peu des trois. »*

Ce profil, *L'Expansion* l'avait déjà cerné en septembre 2004 en rappelant que tout jeune encore, mais déjà apôtre de la discrimination positive et du métissage, Stéphane Fouks avait organisé avec le succès que l'on sait le premier concert de SOS-Racisme le 19 juin 1986, place de la Concorde : « *Le patron d'Euro RSCG France campe au carrefour des trois grands pouvoirs : politique, économique et médiatique. Son talent étant d'arriver à y régler la circulation tout en ménageant les susceptibilités... Il cisèle l'image des plus grands patrons du pays... Ce communi-*

cant doit convaincre l'opinion que les opérations menées par ses clients sont judicieuses, tout en cultivant les meilleures relations avec des patrons de presse dont les titres sont parfois critiques. Lui n'appelle pas cela des contradictions. " Je me vois comme un interprète, entre ces trois milieux qui ne se comprennent plus très bien", assure-t-il placidement. » Traduction libre : en recourant au chantage à la publicité, car les grandes agences décident aussi souverainement des « achats d'espaces », Stéphane Fouks, qui « *est sous contrat avec 14 des 40 entreprises du CAC 40, sans compter celles qui ne font pas partie du panel comme la banque Lazard, McDonald's France ou Orange* » (cf. *L'Express* du 16 février/2011), obtient le silence complice des médias sur tous les sujets préjudiciables aux décideurs économiques ⁽¹⁾ ou politiques, milieux dans lesquels il « *n'a que des amis* ».

Comment sauver le soldat Strauss-Kahn ?

Parmi ces amis, justement, un grand banquier, Matthieu Pigasse, qu'il dit « *admirer et envier* » car lui-même aurait aimé gérer les fusions-acquisitions « *en mère juive* » et un grand patron, celui du Fonds monétaire international qu'il ambitionnait passionnément de propulser à la tête de l'Etat français en s'appuyant sur les « *Nouvelles Elites* » auxquelles il avait consacré un livre éponyme (Plon 2007) en vantant leur dynamisme, leur tolérance et leur merveilleuse « *ouverture au monde* ». Un tel refrain est repris dans toutes ses interventions outre-Atlantique, à la French American Foundation, à l'université de Princeton et aux conventions Young Leaders à New York où il exalte le village planétaire, postracial et sans frontières.

C'est ainsi lui qui, après plusieurs séjours à Marrakech, où Dominique Strauss-Kahn et son épouse Anne Sinclair possèdent un somptueux riad, avait préparé dans ses moindres détails la rentrée politique de « Dominique » (omniprésence sur les chaînes de télévision et dans la presse, émission spéciale sur Canal+ le 13 mars) à l'occasion d'un sommet parisien du FMI. C'est lui aussi qui avait créé sur Internet la « Boutique DSK » où l'on pouvait acquérir pour 20 euros le tee-shirt « Yes we Kahn » (voir chapitre 9) lancé par Pigasse. De même était-il derrière les « sympathisants anonymes » animant depuis fin mars 2011 le site DSKvraifaux.fr avec pour mission de « *rétablir les faits sur son action et ses déclarations, passées et présentes* ».

La démarche s'inspire de celle du site FightTheSmears.com (Lutter contre les propos diffamatoires), lancé en 2008 par l'équipe de Barack Obama, et la mission est désormais urgente mais quasiment impossible : le surhomme ne s'est pas contenté, première et monumentale erreur, de rouler le 28 avril 2011 dans une Porsche Panamera S, il s'est fait arrêter par la police new-yorkaise et rapidement inculper de « felony » pour « agression sexuelle, tentative de viol et séquestration » sur la personne d'une camériste du Sofitel de Manhattan.

C'est Stéphane Fouks qui avait géré en octobre 2008 l'embarrassante liaison de DSK avec l'une de ses subordonnées, une Magyare nommée Piroska Nagy – « *Facture habituelle comprise entre 3 000 et 5 000 euros par jour et par personne* », indiquera ensuite *Le Point* sans préciser qui, de Dominique Strauss-Kahn ou du FMI (dont Euro RSCG s'est vu offrir... le budget de communication pour l'Europe et l'Afrique), a acquitté l'énorme facture. Le voici derechef à la tâche, une tâche devenue herculéenne.

Quand le « frère » de Nicolas misait tout sur Dominique

Dans sa promotion frénétique de DSK Stéphane Fouks était aidé par deux autres cadres d'Euro RSCG qu'il avait lui-même recrutés : Gilles Finchelstein, ancien du cabinet Jospin et délégué général de la Fondation Jean-Jaurès (dont Pigasse est membre), et Ramzi Khiroun, qui fut un temps chauffeur de DSK.

Ramzi Khiroun, devenu membre du comité exécutif et porte-parole du Groupe Lagardère, conservait ses activités de consultant au sein d'Euro RSCG... et donc de champion du futur Elyséen Strauss-Kahn. Ce faisant, Lagardère escomptait évidemment s'attirer la faveur de celui que les sondages unanimes donnaient pour le vainqueur de l'élection de 2012. Ne négligeant d'ailleurs aucune précaution, Lagardère, que Sarkozy présentait comme « *son frère* », n'entretient-il pas « *d'excellents rapports* » avec Stéphane Fouks que, selon *L'Expansion*, il voit « *chaque mercredi* » ?

Autant d'attentions et de gestes d'amitié qui risquent de se révéler vains, l'avenir politique de Strauss-Kahn, sur lequel tant de grands patrons avaient tout misé, semblant irrémédiablement compromis. Une « catastrophe industrielle » (et financière) pour eux, un cuisant revers pour Stéphane Fouks qui s'était juré de vendre DSK aux Français comme, chargé de leur communication, il était parvenu à vendre Ehoud Barak comme premier ministre aux Israéliens et Aleksander Kwasniewski comme président aux Polonais ⁽²⁾.

(1) En février 2011, on a pu remarquer le servile alignement de la presse sur le service communication de la maison Dior – qui inonde les médias de ses pubs pour tel ou tel parfum – dans le traitement de l'« affaire Galliano », du nom du couturier vedette, idole brutalement déboulonnée pour avoir en état d'ivresse tenu des « propos antisémites », et illico vidée... sans indemnités. Une occasion introuvable pour LVMH et le milliardaire Bernard Arnault qui souhaitaient depuis décembre 2010 (cf. Le Parisien du 13/5/2011) se débarrasser de John Galliano, trop usé, et trop cher, à leur goût.

(2) Sur recommandation de Dominique Strauss-Kahn, Stéphane Fouks réussit aussi à vendre Laurent Gbagbo aux Ivoiriens. Mais cela, qui explique en partie le silence gêné du parti socialiste sur la situation à Abidjan, tout le monde a préféré l'oublier.

17 ■ L'opinion manipulée par les sondages

Egalement essentiel dans le processus de désidentification et d'abdication des Français, le rôle joué par la « fabrique de l'opinion », autrement dit par les instituts de sondages si nombreux dans notre pays (TNS Sofres, Ifop, Ipsos, BVA, CSA, Louis Harris, ViaVoice, etc.). La croissance de ces instituts a été explosive pendant le dernier tiers du XX^e siècle, le chiffre d'affaires total passant de 70 MF en 1970 à 548 MF en 1984, chiffre réalisé en 1994 par les seuls trois plus grands groupes. Or, relevait en 2002 www.eleves.ens.fr/, site de l'Ecole normale supérieure, « à l'exception de l'IPSOS et du CSA, qui sont majoritairement la propriété de leurs fondateurs, les grands instituts appartiennent à des groupes financiers et industriels. Ainsi le groupe Sofres, qui possède Louis-Harris France, est détenu à 51 % par Fimalac (Financière Marc Ladreit de Lacharrière*), BVA par Michel Pébereau* ⁽¹⁾. et l'Ifop appartient à 52 % à Laurence Parisot (Parisot est le 2^e constructeur mondial de meubles). Une interaction problématique apparaît donc entre les instituts et les médias que possèdent aussi ces groupes financiers, susceptibles d'orienter le débat autour de leurs intérêts. Hormis les scrutins, aucun élément extérieur à ces groupes ne vient perturber la scène des échanges publics fondés souvent sur l'analyse de sondages, donnée brute "scientifique" dont s'alimentent nombre d'analystes, d'éditorialistes et de reporters. »

Faire parler le peuple ou faire parler les chiffres ?

Près d'une décennie plus tard, le paysage sondagier a quelque peu changé :

- Après avoir acquis 75 % du capital du doyen Ifop créé en 1938 et en être devenue le PDG, Laurence Parisot n'en est plus, officiellement du moins, que vice-présidente, ayant cédé ce poste à Stéphane Truchi en 2005 après son accession à la tête du Mouvement des entreprises de France (Medef) ;
- Le capital de BVA est désormais majoritairement détenu par la banque IXEN, filiale de Natixis – la banque de financement et d'investissement du groupe BPCE, issu de

la fusion des groupes Caisse d'Épargne et Banque Populaire et présidé par François Pérol (*voir chapitre 8 sur X. Niel*);

- Le 10 octobre 2008, le Britannique Sir Martin Sorrell (groupe WPP) a racheté la Sofres pour 1,5 milliard d'euros en titres et espèces (et délocalisé son siège dans le paradis fiscal de Jersey);
- Et la même année 2008, CSA a été acquis par le groupe Bolloré qui, après en avoir confié la gestion à un directoire composé d'Etienne Giros, président, d'Henri Boulan, d'Elisabeth Martine-Cosnefroy et de Stéphane Rozès, nommait PDG en décembre 2010 Bernard Sananes, brièvement passé par la communication d'EDF à la demande du PDG Henri Proglio et après avoir été directeur général d'Euro RSCG C&O, fleuron de l'empire... de Vincent Bolloré! Le monde est petit.

« Sous les doubles coups de la mondialisation et d'Internet, le monde n'a jamais changé aussi vite. Ces bouleversements, loin d'être simplement macro-économiques, font naître une nouvelle donne sociétale marquée par exemple par la demande de transparence et la volonté incompressible d'être acteur de ces changements... Comment mettre en perspective ces nouveaux comportements? Comment croiser les différents regards sur l'individu? Comment décrypter tendances lourdes et signaux faibles? Ce sont ces enjeux auxquels [sic] le nouveau CSA veut répondre. Pour y parvenir, l'Institut, fort de son histoire, de sa crédibilité, de son expertise, engage une transformation en profondeur: approches plus transversales pour enrichir les visions sectorielles, organisation "grands comptes" pour assurer aux clients une plus grande efficacité de leur politique études, innovation dans les méthodes et les solutions proposées, plus de temps consacré à l'analyse pour mieux faire "parler les chiffres" (...) Parce que dans un monde qui n'a jamais changé aussi vite, on n'a jamais eu autant besoin d'études pour décoder et pour décider », écrivait dans son premier éditorial M. Sananes qui, sur son blog, se réjouit d'être un citoyen du monde car il a des cousins un peu partout, « aux Etats-Unis ou en Israël ».

*« Faire parler les chiffres » en matière électorale pour manipuler l'opinion est certes risqué, le verdict des urnes risquant de contredire celui des analystes. Les sondeurs se montrent donc prudents – relativement du moins ⁽²⁾ – sur ce terrain, même si, avec leurs complices de la *Médiaklatura*, ils excellent à « préparer le terrain »*

en faveur de X, Y... ou de DSK comme on l'a vu au printemps 2011. En effet, comme l'a constaté le chercheur Sébastien Bohler dans *150 petites expériences de psychologie des médias pour mieux comprendre comment on vous manipule* (éd. Dunod, 2008), la surexposition médiatique peut faire monter la cote d'une personnalité « *en dehors de toute qualité intrinsèque de l'objet mis en valeur* » et finalement inciter à le choisir ⁽³⁾.

En revanche, la voie est totalement libre en matière sociétale puisque l'on ne s'expose à aucune sanction. Ainsi nous apprend-on avec jubilation l'augmentation du nombre des Français favorables :

- à l'euthanasie ;
- aux unions mixtes ;
- au mariage des homosexuels et à leur droit à l'adoption ;
- à la « pilule du lendemain » et au « pass » contraceptif délivrés aux collégiennes à l'insu de leurs parents ;
- à la dépénalisation des drogues dites douces, etc. ;
- au maintien de la suppression de la peine de mort alors que chuterait celui des partisans du retour à la peine capitale ;
- au non-renvoi dans leur pays d'origine des immigrés délinquants et/ou chômeurs de longue durée.

Pur hasard évidemment si, au nom du Medef qui veut absolument disposer d'une main-d'œuvre à bas coût, M^{me} Parisot s'est prononcée le 8 avril 2011 contre toute limite à l'immigration, comme Francis Bouygues l'avait fait avant elle (*voir chapitre 14*). La vice-présidente de l'Ifop est même allée jusqu'à mettre en garde le gouvernement contre le danger, sur le plan économique, « *d'un pays qui se ferme* ». Antienne d'ailleurs reprise le 26 avril par *Les Echos*, le quotidien du milliardaire Bernard Arnault affirmant, au terme d'une enquête qui se veut factuelle alors qu'elle est idéologique, qu'« *à rebours des idées reçues, l'immigration n'explose pas en France et ne pèse pas, au total, sur les comptes sociaux* ».

C'est ainsi que, sur la base de telles « études » dues aux réponses souvent biaisées données par les sondés eux-mêmes (toujours la dictature du politiquement correct), la Sofres, fondée en 1963 par Pierre Weill, publie chaque année au Seuil *L'Etat de l'opinion*, ouvrage placé sous la direction du socialiste Olivier Duhamel, professeur des Universités à Sciences-Po et ancien député européen socialiste, et de Brice Teinturier, directeur général adjoint de TNS-Sofres. L'édition 2009 bénéficiait ainsi de contributions de Marc Lazar, lui aussi professeur des Universités à Sciences-Po, de Pascal Perrineau*, directeur du Cevipof, de l'ancien secrétaire d'Etat Jean-Pierre Jouyet (*voir chapitre 10*) ou du journaliste Michel Field.

Cet ouvrage est dit « de référence ». Ne faudrait-il pas plutôt parler d'instrument d'influence ? Un élément en tout cas mérite d'être médité : dans les rares pays (Suisse, certains Etats des Etats-Unis notamment) qui pratiquent la démocratie directe, les électeurs désavouent régulièrement le politiquement correct et délivrent dans les urnes des résultats bien différents de ceux à la fois annoncés et escomptés.

Le « casting » des « vrais gens »

Les radios et les télévisions donnent de plus en plus la parole à de simples citoyens, interrogés dans la rue ou intervenant en direct. Sud-Radio se voulant politiquement incorrect a développé cette méthode lors de la rentrée 2011. Toutefois elle a été rappelée à l'ordre par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à la suite de ce qui fut jugé comme un dérapage d'auditeurs estimant que Dominique Strauss-Kahn avait bénéficié du « soutien d'un lobby juif ».

Le fondateur et président du groupe NextRadioTV (RMC, BFM TV, etc.) Alain Weill a réagi mardi 30 août 2011 sur Canal Plus (« *La Nouvelle Edition* ») à la polémique autour de la station Sud Radio : « *Ce qui est important, c'est ce que, nous, on appelle très clairement le casting des auditeurs. C'est un casting, il faut trouver des bons auditeurs, sur le fond évidemment. Il faut faire attention dans la libre-antenne de ne pas avoir des sujets qui provoquent les auditeurs, des catégories d'auditeurs qui peuvent tenir des propos inacceptables à l'antenne et il y a des débats qu'il ne faut pas organiser pour créer l'événement coûte que coûte, parce que le retour de manivelle est très fort et très violent* » (Eric Martin le 31 août 2011 dans *Médias tics*).

Au-delà de la polémique ponctuelle, ce qui est intéressant c'est de voir que ce que les médias présentent comme les « *vrais gens* » sont sélectionnés selon une grille politico-idéologique. L'aveu d'Alain Weill est ainsi plein d'intérêt !

(1) Enarque et polytechnicien, ancien conseiller au ministère des Finances sous Giscard d'Estaing et banquier (il est président du conseil d'administration de BNP Paribas), Michel Pébereau, qui cédera la place à son adjoint Baudouin Prot en décembre 2011, est le frère de Georges Pébereau, ancien lui aussi de l'X et de l'ENA, ex-dirigeant de l'entreprise Marceau Investissements et auteur en 1988 d'un raid sur la Société Générale qui donna lieu à un délit d'initiés jugé en 2002. Les prévenus étaient le financier américain George Soros, le banquier Jean-Pierre Peyraud, le financier libanais Samir Traboulsi et l'ex-directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, devenu PDG de la société Euris, propriétaire du groupe de distribution Casino, Jean-Charles Naouri (voir chapitre 15). Les deux derniers cités furent également impliqués dans le scandale Pechiney/Triangle/American Can qui fit trembler la Mitterrandie en 1988-89, le président et son ami de la Résistance Roger-Patrice Pelat étant eux-mêmes soupçonnés de délit d'initiés. Lire Le Piège de Wall Street / L'Affaire Pechiney-Triangle par G. Senges et F. Labrouillère, éd. Albin Michel.*

(2) Dans une note d'analyse de l'Ifop sur les perspectives du FN pour les cantonales 2011, Guillaume Peltier, rédacteur en chef de La Lettre de l'opinion, et Jérôme Fourquet, directeur adjoint du Département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop, estimaient ainsi le 10 mars à « un peu moins de 200 » le nombre maximum de cantons dans lesquels le parti présidé par Marine Le Pen « pourrait être en situation de participer au second tour » le 27 mars. Il y en eut en réalité 303.

*(3) Lire « La fabrication de l'opinion par les sondages. Comment y échapper ? » :
<<http://www.polemia.com/article.php?id=2511>>*

18. Les hommes du Siècle au cœur du pouvoir

On aura remarqué, au fil des pages, le retour lancinant de patronymes marqués par un astérisque. Ce sont, comme annoncé dans l'avant-propos, ceux des membres du club « Le Siècle ». Ce cercle est aujourd'hui présidé par Nicole Notat*, ancienne et fluctuante secrétaire générale de la CFDT entourée d'un conseil d'administration où l'on retrouve nombre de vieilles connaissances dont l'omniprésent Louis Schweitzer. Auteur de la lettre confidentielle *Faits & Documents* ⁽¹⁾, Emmanuel Ratier lui avait consacré en 1996 un très copieux ouvrage, *Au cœur du pouvoir*. Dès 1994, l'annonce de la publication de cette étude avait tant ému la direction du Siècle que, recourant à l'intimidation, le secrétaire général Etienne Lacour avait prévenu que « *la réalisation de ce projet entraînerait immédiatement notre réaction, afin de faire valoir nos droits et ceux de nos membres* ». Qu'avait donc à cacher ce puissant groupe d'influence ?

Nomenklatura à la française

Au-delà des partis et des affrontements d'estrade, de profondes et multiples connivences lient ses membres (350 actuellement et la liste d'attente est très longue), tous hauts fonctionnaires, banquiers de haut vol, dirigeants politiques, éditeurs (de librairie ou de presse) exerçant le vrai pouvoir décisionnel. Ainsi, révélait Emmanuel Ratier dans la première édition de son livre, trois d'entre eux, « *Jean Dromer* (BIAO), Jacques Lallement* (Caisse nationale du Crédit Agricole) et Pierre Moussa* (Paribas) "pesaient" en 1978 quelque six cents milliards de francs, c'est-à-dire une fois et demie le budget de la France* » !

Si la banque Lazard a pu être surnommée le « *ministère bis de l'Industrie* », Le Siècle est une super « *administration* », au sens américain du terme, en même temps qu'une pieuvre étendant ses tentacules sur tous les terrains. Loin de s'être estompées, son influence et son emprise n'ont au contraire cessé de croître sous la V^e République, comme on peut s'en apercevoir à la lecture de l'édition 2011 d'*Au*

cœur du pouvoir⁽²⁾, considérablement augmentée et, bien sûr, mise à jour. Tous ses membres passés et actuels (dont 13 % de femmes) font l'objet d'une notice biographique, ce qui en fait un indispensable complément au *Who's Who*.

Emmanuel Ratier souligne dans l'introduction à son dernier livre que celui-ci « *n'est pas fait pour juger sommairement du Siècle, de ses membres et de son fonctionnement* » : « *Il se trouve, précise-t-il, que Le Siècle est tout simplement le réseau le plus puissant de France, un réseau qui fonctionne depuis plus de soixante ans et qui a toujours compris, parmi ses membres, les personnalités les plus importantes. Savoir s'il s'agit d'un complot ou non ne présente qu'un intérêt strictement secondaire. En revanche, il est d'une grande utilité pour mieux comprendre le sens de telle ou telle nomination, le rachat d'une entreprise par une autre, la puissance d'hommes politiques recrutés très jeunes, le silence des médias sur certains sujets, la solidarité évidente dont bénéficient ses membres, le réseau relationnel et les alliances inhabituelles, etc.* »

Des liaisons dangereuses

Dans le domaine qui nous occupe, l'assujettissement des médias au tout-financier, les connivences sont évidentes : « *Même si la direction du cercle s'en défend, c'est bien là que l'avenir de beaucoup se décide*, écrit Emmanuel Ratier dans son introduction à la seconde édition de *Au cœur du pouvoir. Le Siècle peut changer les destins individuels. Ainsi Jacques Rigaud* est convaincu que sans sa rencontre, dans le cadre du Siècle, avec Pierre Moussa, il n'aurait jamais quitté le service public et ne serait pas devenu président de RTL.* » De même « *le rachat de Libération par Edouard de Rothschild* » n'aurait-il pas eu lieu sans les liens noués au Siècle entre le fils du baron Guy et le banquier Pigasse. Et sait-on qu'après la faillite de Jean-Marie Messier, c'est « *sur les conseils de Gérard Longuet** », ancien ministre des Postes et des Télécommunications et actuel ministre de la Défense, que fut recruté son commensal Jean-Bernard Lévy*, ancien de Matra-Lagardère, pour « *sauver les meubles* » de Vivendi, qui possède entre autres 80 % du capital de la chaîne télévisée cryptée Canal+ et entend lancer fin 2011 une chaîne gratuite, ce qui embarrasse beaucoup le gouvernement ?

(1) BP 254-09, 75424 Paris cedex 09 ou www.faitsetdocuments.com

(2) 736 pages avec annexes et plus de mille notices, 34 €. Librairie Facta, 4 rue de Cléchy, 75009 Paris (01 48 74 59 14) ou www.faitsetdocuments.com

19. Qui dirige l'information ? L'oligarchie mondiale et ses mercenaires hexagonaux

Jamais la chape de plomb s'abattant sur l'information n'aura été aussi pesante que depuis qu'il est « interdit d'interdire ». Dans une passionnante étude parue en octobre 2006 et intitulée « *Un exemple de tyrannie médiatique : la normalisation du Figaro Magazine* »⁽¹⁾, le regretté Jean-Claude Valla, qui avait fait partie de l'équipe initiale de l'hebdomadaire lancé par Robert Hersant et Louis Pauwels en 1978, y racontait comment le magazine, jugé trop proche de la Nouvelle Droite, du GRECE et ne sacrifiant donc pas à l'idéologie dominante, avait été d'emblée la cible d'un incroyable « *délire journalistique* » (plus de cinq cents articles hostiles, publiés dans *Le Monde*, bien sûr, mais aussi dans *Le Figaro*, quotidien dont, grâce à ce nouveau supplément magazine, la vente avait pourtant augmenté « *le samedi, de quelque 100 000 exemplaires* »), ainsi que celle des agences de publicité. La plupart d'entre elles, en commençant par Publicis de Maurice Lévy (voir chapitre 15), « *qui n'avaient jamais caché leur antipathie viscérale pour Le Figaro Magazine, menaçaient de le rayer de leurs plans médias* » si l'hebdomadaire ne se séparait pas de certains de ses collaborateurs et n'adhérait pas au sacro-saint consensus idéologique.

Ce qui fut finalement fait en 1980, après l'hystérie suscitée par l'attentat palestinien de la rue Copernic, d'abord attribué à l'« *extrême droite* ». Ayant renoncé à toute originalité et à toute liberté d'esprit, le *Fig-Mag* ne fut plus qu'un catalogue publicitaire. Le totalitarisme idéologique avait gagné.

Les choses ont-elles changé trente ans plus tard ? Oui, en pire, et l'inclassable Robert Ménard peut à bon droit écrire avec son épouse Emmanuelle Duverger, dans leur pamphlet *Vive Le Pen!* (éd. Mordicus, 2011), que « *la censure aujourd'hui (...) a pour nom l'antiracisme, l'antifascisme, la lutte contre l'antisémitisme, la défense des minorités visibles, des minorités sexuelles, le devoir de mémoire* ». Et l'ancien président de Reporters sans frontières d'ajouter à l'intention de ses confrères : « *Le médiatiquement correct prospère sur nos démissions, sur ces combats qu'on ne mène pas, sur ces excommunications qui, en temps d'orthodoxie médiatique, vous bannissent plus sûrement que la vieille censure, ses ciseaux et ses bâillons.* »

Simultanément, en couverture de son n° 28 du printemps 2011, le magazine *Médias*, dirigé par le même Robert Ménard, s'interrogeait : « *Les vrais maîtres des médias : Qui tire les ficelles ?* »

C'est à cette question cruciale que nous nous sommes efforcés de répondre, au moins en partie, dans ce panorama – terme bien ambitieux pour un travail qui ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Comme le résumait Jean-Yves Le Gallou, président de Polémia ainsi que directeur des Bulletins de réinformation sur Radio Courtoisie, en ouvrant le 5 avril 2011 la réjouissante cérémonie des « Bobards d'Or » pour récompenser les pires désinformateurs : « *Qui donc contrôle les médias ? La réponse est simple : les banques, les oligarques de la Superclasse mondiale (SCM) et les mercenaires intellectuels qui les servent. Il y a donc une verticale du pouvoir dans ce qu'on appelle les démocraties occidentales : les grandes puissances financières y contrôlent l'opinion par l'intermédiaire des médias, des campagnes de communication et de la publicité. Car, contrairement à ce qu'on nous raconte, le pouvoir ne vient pas d'en bas dans les démocraties libérales occidentales. A de rares exceptions près (...), le pouvoir n'appartient plus au peuple mais aux grands oligarques. Ce sont eux qui contrôlent la fabrication de l'opinion et l'offre électorale dominante. Les grands médias ne gagnent guère d'argent. Au contraire, ils en perdent. Ceux qui investissent dans les médias n'en attendent donc pas une rétribution financière immédiate ; non, ils visent à acquérir du pouvoir, de l'influence. Voilà pourquoi, contrairement à ce qu'ils prétendent, les grands médias ne sont pas des médias d'information mais des médias d'influence. Ce sont des prescripteurs d'opinion : ils ne cherchent pas à aider à comprendre mais à faire croire... Le monde des médias dominants est construit comme un conte pour enfants avec ses bons et ses méchants : pour bercer d'illusions les consommateurs à qui les oligopoles mondiaux veulent vendre de la bimboloterie ; et pour mieux infantiliser les citoyens à qui la superclasse mondiale veut imposer le désordre cosmopolite pour mieux les soumettre au nouvel ordre mondial. Le média n'est pas seulement le message, le média est le mensonge. Le média n'est pas l'écran de la réalité, le média fait écran à la réalité* »⁽²⁾.

C'est ce que Laurent Solly, numéro deux de TF1, la chaîne de télévision la plus regardée par les Français, reconnaît explicitement quand il déclare avec un rare cynisme : « *La réalité n'a aucune importance, il n'y a que la perception qui compte.* »

Français, si vous saviez...

(1) www.polemia.com/article.php?id=1345

(2) <http://www.polemia.com/article.php?id=3675>

Lire également, de J.-Y. Le Gallou : « *Dix-sept thèses sur le système médiatique français* »
<http://www.polemia.com/rubrique.php?id=2>

Polémia avec la collaboration de Claude Lorne
Décembre 2011

A adresser à Polémia - 60 ter, rue Jean-Jacques Rousseau, 92500 Rueil-Malmaison

Bon de commande et de soutien

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Téléphone :

Courriel :

Bon de commande

je commande *Les médias en servitude*

- un exemplaire des *Médias en servitude*
au prix de 15 euros (franco de port)
- cinq exemplaires des *Médias en servitude*
au prix de 50 euros (franco de port)
- dix exemplaires des *Médias en servitude*
au prix de 100 euros (franco de port)

et je joins un chèque de :

je commande (avec les mêmes modalités) :

- La tyrannie médiatique*
- Immigration : l'illusion de l'intégration*
- Dictionnaire de Novlangue*
- Dictionnaire de la réinformation, cinq cents mots pour la dissidence*
- Leurs meilleurs Bobards : anthologie des Bobards d'Or (à paraître)*

Bon de soutien

J'apporte mon soutien à Polemia.com pour diffuser ses travaux et verse un don de :

50 euros 100 euros 200 euros 500 euros

(chaque don permet d'obtenir une réduction d'impôt sur le revenu à hauteur de 66 % de son montant)

Les Français vivent en servitude médiatique.

Les médias ne sont pas un contre-pouvoir. Ils sont le pouvoir. Le pouvoir sur les esprits. Les grands médias imposent le politiquement correct. Ils disent aux Français ce qu'il convient de faire et de penser.

Mais les médias sont eux-mêmes en servitude. En servitude publicitaire. En servitude financière. Car ce sont les banques et les grands oligarques de la superclasse mondiale qui sont aux commandes des médias français. C'est la Sainte-Alliance du capital et des trotskistes de salles de rédaction.

Notre société est de plus en plus exigeante en matière de transparence. Cette transparence doit aussi s'appliquer aux médias : leurs auditeurs et leurs lecteurs doivent savoir d'où ces médias parlent pour connaître leurs arrière-plans financiers, commerciaux, idéologiques ou communautaires ; des arrière-plans qui structurent leurs prises de position et qui expliquent la disparition de tout véritable esprit critique.

Voici un ouvrage à lire.

Ecartant toute polémique inutile, Polémia se borne à rassembler des faits. Des faits qui éclairent d'une lumière vive la médiaklatura.

www.polemia.com

Décembre 2011

ISBN 978-2-9532916-5-0

10 €- Aussi disponible en format PDF sur Internet